



## Assemblée générale

Soixante-seizième session

56<sup>e</sup> séance plénièreVendredi 21 Janvier 2022, à 15 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid ..... (Maldives)

*En l'absence du Président, M. Malovrh (Slovénie),  
Vice-Président, assume la présidence.**La séance est reprise à 15 h 5.***Point 112 de l'ordre du jour (suite)****Rapport du Secrétaire général sur l'activité de  
l'Organisation (A/76/1)**

**M. Ke** (Cambodge) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Avant tout, l'ASEAN tient à remercier le Secrétaire général pour son exposé exhaustif sur l'activité de l'Organisation (A/76/1) et sa présentation détaillée et instructive des priorités de l'Organisation pour les mois et les années à venir. Dans son rapport, le Secrétaire général souligne l'importance de la coopération multilatérale dans la lutte contre les crises sanitaire, sociale, économique et des droits humains provoquées à l'échelle mondiale par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). À cette fin, l'ASEAN continuera de collaborer étroitement avec le Secrétaire général et tous les États Membres pour contribuer à un relèvement global et multisectoriel dans le contexte des efforts visant à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Alors que nous nous employons à construire l'avenir que nous voulons et l'ONU dont nous avons besoin, il est plus important que jamais de prendre des mesures qui réaffirment notre attachement collectif au multilatéralisme. Le renforcement du multilatéralisme reste essentiel en vue d'affronter les problèmes et défis

mondiaux les plus difficiles. Nous devons redoubler d'efforts face à la crise sanitaire liée à la pandémie et renforcer le multilatéralisme vaccinal tout en nous efforçant d'accélérer la production de vaccins contre la COVID-19 et de garantir leur distribution équitable. À ce stade, nous continuerons de mettre en œuvre le cadre global de relèvement de l'ASEAN, qui est la stratégie commune conçue par la région pour venir à bout de la pandémie de COVID-19.

L'ASEAN a toujours appuyé les efforts consacrés par l'ONU à la promotion d'une croissance économique et d'un développement durables, et elle veillera à ce qu'ils présentent des avantages tangibles pour tous les peuples de la région, en ne laissant personne de côté. Nous mènerons une action concrète en nous appuyant sur l'initiative dédiée aux complémentarités pour promouvoir les complémentarités entre les Grandes orientations de la Communauté de l'ASEAN à l'horizon 2025 et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et en élaborant la vision de la communauté de l'ASEAN pour l'après-2025. Par ailleurs, en optimisant l'utilisation des accords de libre-échange régionaux existants et en garantissant leur application effective, dans le contexte global et au-delà, le Partenariat économique global régional de l'ASEAN permettra à terme d'accélérer la transformation de l'ASEAN en une région hautement compétitive et intégrée.

L'ASEAN prend note des informations communiquées par le Secrétaire général sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales et appuie son

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



appel à un cessez-le-feu mondial afin de lutter contre la pandémie de COVID-19. L'ASEAN est déterminée à continuer de contribuer activement à l'ensemble des missions de l'ONU, notamment ses opérations de maintien de la paix, dans le cadre de sa participation aux efforts internationaux visant à réaliser la paix et la sécurité mondiales et à promouvoir la dignité humaine. À cet égard, l'ASEAN exprime à nouveau son appui aux efforts visant à améliorer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix.

La crise de la COVID-19 a des effets profonds sur la mise en œuvre de l'action climatique, et elle menace gravement nos initiatives de lutte contre les changements climatiques. Nous devons d'urgence mener une action collective pour nous remettre sur les rails, en particulier en manifestant notre volonté de renforcer la coopération internationale dans le cadre des efforts d'atténuation mondiaux visant à promouvoir un développement résilient face aux changements climatiques et réaliser un véritable changement. Nous avons accueilli avec satisfaction les résultats de la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en particulier l'accent mis sur le rôle essentiel que jouent le financement de l'action climatique et le transfert de technologies pour faciliter la transition en termes d'atténuation et d'adaptation. La région de l'ASEAN est également vulnérable face aux changements climatiques. En construisant une communauté basée sur la diversité afin d'atténuer les effets de la crise climatique, et en tenant compte des différents contextes nationaux, l'ASEAN ne manquera jamais d'honorer l'engagement qu'elle a pris de mettre en œuvre l'Accord de Paris. Nous attendons également avec intérêt la tenue en juin de la réunion internationale intitulée « Stockholm+50 : une planète saine pour la prospérité de toutes et de tous – notre responsabilité, notre chance ».

L'ASEAN se félicite que l'Assemblée ait adopté par consensus sa résolution de procédure 76/6, sur la suite donnée au rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). L'ASEAN se tient prête à participer aux activités de suivi afin d'accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, des objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris, le but ultime étant de promouvoir le progrès et d'améliorer le bien-être des générations actuelles et futures. À cet égard, nous nous réjouissons à l'avance de participer à des délibérations

productives durant les consultations qui se tiendront au cours des prochains mois sur les groupes de questions thématiques figurant dans le rapport.

Le Cambodge a choisi « ASEAN ACT – addressing challenges together » (ASEAN ACT – Régler les problèmes ensemble) comme thème de sa présidence de l'ASEAN cette année. Ce thème met en exergue l'esprit de corps de l'ASEAN en tant que communauté et l'objectif commun de notre entreprise collective, à savoir affronter et surmonter les problèmes qui touchent notre région. Le concept d'entraide sous-tend l'approche de l'ASEAN orientée vers l'action et basée sur l'ouverture, la bonne foi, la solidarité et l'harmonie au sein de la famille de l'ASEAN.

En tant que Président de l'ASEAN cette année, le Cambodge favorisera l'application de la résolution 75/15 sur la coopération entre l'ONU et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, pour mettre en avant nos réalisations et garantir le progrès social, une paix, une stabilité et une croissance économique durables et la prospérité partagée dans la région. À cet égard, en collaboration avec le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général, nous attendons avec intérêt la réunion ministérielle annuelle de haut niveau entre l'ASEAN et l'ONU qui doit se tenir au cours des prochaines semaines, en janvier, afin de continuer à renforcer ce partenariat. Conformément à son programme intégré pour 2022, l'ASEAN se tient prête à tout mettre en œuvre, dans tous les domaines d'action de l'Organisation, et à continuer de renforcer le partenariat global entre l'ASEAN et l'ONU. L'ASEAN reste déterminée à défendre et promouvoir la coopération et le partenariat multilatéraux, sur la base des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et du droit international, pour faire face aux problèmes régionaux et mondiaux pressants.

**M. Mohd Nasir** (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à rendre hommage au Président de l'Assemblée générale pour l'organisation de cette séance et au Secrétaire général pour l'exposé de ses priorités et la présentation de son rapport (A/76/1).

La Malaisie s'associe à la déclaration que vient de faire le représentant du Cambodge au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Ma délégation remercie également l'Assemblée d'examiner ce rapport à un stade précoce, car cela nous permet de tenir un dialogue opportun et interactif sur

l'action collective de l'Organisation, d'examiner les lacunes et les difficultés rencontrées tout au long de l'année et de prendre des mesures pour y remédier.

La lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la lutte contre les changements climatiques et la promotion des droits de l'homme sont autant de responsabilités qui requièrent une action collective et solidaire. Le rapport du Secrétaire général nous rappelle que le multilatéralisme est plus indispensable que jamais. La Malaisie a toujours défendu et soutenu fermement la coopération internationale. Nous estimons que le multilatéralisme et l'ordre international fondé sur des règles peuvent contribuer à créer des conditions équitables pour tous les États, petits et grands. La Malaisie continuera de jouer son rôle en vue de préserver le multilatéralisme ainsi que la primauté et la crédibilité de l'Organisation.

Dans son rapport, le Secrétaire général mentionne les divisions persistantes entre les grandes puissances et la fragmentation entre les États, qui a contribué à créer un climat défavorable à la paix et à la sécurité au cours de l'année écoulée. Il souligne également l'importance que revêt un cessez-le-feu mondial. La Malaisie se félicite d'avoir encouragé l'expression d'un appui à l'appel lancé par le Secrétaire général en 2020 en faveur d'un cessez-le-feu mondial. Nous continuons d'exhorter toutes les parties à s'abstenir de tout acte de provocation qui pourrait aggraver les tensions ou déclencher des conflits. Le rapport souligne également l'entrée en vigueur en janvier 2021 du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. La Malaisie félicite tous les États parties au Traité et encourage les autres à accélérer leurs procédures de ratification ou d'adhésion à ce traité. La Malaisie réaffirme également son attachement indéfectible au désarmement nucléaire et sa volonté de continuer à collaborer étroitement avec les autres partenaires pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires.

Le rapport du Secrétaire général met également en lumière les effets de la pandémie de COVID-19 sur les groupes vulnérables et la nécessité de placer les droits de l'homme au centre des plans d'intervention socioéconomique visant à lutter contre les effets de la pandémie. En tant que membre actuel du Conseil des droits de l'homme, la Malaisie est déterminée à faire avancer ce programme, notamment le droit à la santé et aux soins de santé, en particulier pour les groupes

marginalisés et vulnérables. Nous continuons également d'appuyer l'appel en faveur d'un accès abordable et équitable aux vaccins.

En ce qui concerne les changements climatiques, nous partageons la préoccupation du Secrétaire général concernant le fait que la pandémie a interrompu voire réduit à néant des années de progrès en matière de développement, creusé les inégalités existantes et aggravé la pauvreté. À cet égard, nous continuons de demander une mobilisation urgente et collective pour faire face à ces problèmes, en particulier ceux qui touchent les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays à revenu intermédiaire. La Malaisie souligne également que les pays développés doivent jouer un rôle directeur dans l'aide fournie aux pays en développement pour leur permettre de tenir la promesse de l'action climatique, notamment en fournissant une assistance financière novatrice, adéquate et cohérente, et en procédant à des transferts de technologie vers les pays en développement.

Ma dernière observation porte sur le bon fonctionnement de l'Organisation. La Malaisie soutient la réforme nécessaire de l'ONU dans le but de la rendre plus inclusive, transparente et responsable. Nous estimons également que le Secrétariat doit être doté des ressources suffisantes pour s'acquitter efficacement des mandats que lui confient les États Membres. La Malaisie est heureuse de s'être acquittée de ses contributions au budget ordinaire de l'ONU et aux opérations de maintien de la paix intégralement et en temps voulu. Nous nous associons à l'appel du Secrétaire général encourageant les autres pays à honorer leurs obligations financières.

La pandémie continue de révéler notre fragilité commune et notre interdépendance. Nous devons renforcer le multilatéralisme, dont le point d'ancrage est l'Organisation. Je termine en réaffirmant que la Malaisie soutient les travaux de l'Assemblée et du Secrétaire général, guidés par les mandats pertinents et la Charte des Nations Unies. Dans le même esprit, nous attendons avec intérêt les discussions qui se tiendront au cours des prochains mois sur le rapport *Notre Programme commun* (A/75/982).

**M. Lagardien** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général de l'exposé qu'il a présenté aujourd'hui sur les travaux de l'Organisation. Nous l'assurons une fois de plus de l'appui continu et de la coopération de l'Afrique du Sud alors qu'il exerce ses fonctions dans un environnement qui reste difficile.

Il est regrettable qu'en dépit de l'optimisme suscité par le déploiement des vaccins, nous soyons toujours aux prises avec une pandémie qui ne cesse d'évoluer. Toutefois, s'il y a une chose que cette pandémie imprévisible a prouvé, c'est qu'il est crucial de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté pour ce qui est de la distribution équitable des vaccins. Pour cela, le multilatéralisme doit être redynamisé, en partant de l'idée fondamentale selon laquelle aucun pays ne peut régler à lui seul les problèmes que le monde connaît aujourd'hui. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis en évidence la promesse de coopération internationale, mais en a aussi montré les limites, lorsque face à un problème mondial les pays abandonnent la solidarité et se retranchent derrière leurs intérêts nationaux.

Nous saluons également les efforts consentis par le Secrétaire général pour traduire dans les faits les engagements pris durant la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU dans son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). À cet égard, nous saluons l'adoption à l'unanimité par l'Assemblée générale de la résolution 76/6, sur la suite donnée à *Notre Programme commun*. Nous nous félicitons que l'on reconnaisse que *Notre Programme commun* ne vise pas à remplacer les accords existants, mais plutôt à accélérer leur mise en œuvre. Nous pensons que, si la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 avait suffisamment avancé, nous aurions été mieux préparés à affronter la pandémie. Nous remarquons également que le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/76/1) et *Notre Programme commun* rappellent l'importance que revêt la confiance en tant qu'élément fondamental d'une gouvernance qui réponde aux besoins des populations. La confiance est essentielle aux niveaux national et international, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre des engagements convenus et la nécessité de veiller à la mobilisation des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de développement.

L'ONU a été créée, entre autres choses, pour préserver les générations futures du fléau de la guerre. Nous nous faisons l'écho de l'appel à des investissements soutenus dans la prévention et la consolidation de la paix. Nous devons nous réengager en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires et enrayer la tendance à la modernisation des armes de destruction massive. L'Afrique du Sud souscrit également à l'objectif de renforcement des partenariats, notamment en s'engageant de nouveau à créer des synergies entre les priorités régionales telles que l'Agenda 2063 de l'Union africaine et le Programme 2030.

Nous savons également gré au Secrétaire général de mettre l'accent sur les jeunes et les générations futures. Cela signifie qu'il faut dialoguer avec les jeunes et écouter ce qu'ils ont à dire sur un large éventail de questions mondiales. Les initiatives telles que celles du Bureau de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse et l'accent mis sur l'éducation sont donc importants et méritent d'être examinés de manière plus approfondie par les États Membres. Nous devons également placer les femmes et les filles au centre de notre programme commun, car cette démarche est essentielle en vue de prévenir les conflits et de promouvoir la paix, le développement durable et les droits humains, mais aussi de protéger notre planète.

Nous nous réjouissons à la perspective de contribuer à l'appropriation de *Notre Programme commun* par les États Membres afin de moderniser l'ONU. À cet égard, nous ne pouvons ignorer les obstacles de longue date qui entravent le fonctionnement de l'ONU à l'époque contemporaine. Nous devons donc donner un nouveau souffle aux négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité et poursuivre les efforts visant à revitaliser les travaux de l'Assemblée générale, à renforcer le Conseil économique et social et à redynamiser l'architecture de consolidation de la paix.

Enfin, nous estimons que *Notre Programme commun* et le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation donnent la possibilité aux États Membres de dresser un bilan de l'état de l'Organisation et de poursuivre le processus décrit par le Président de l'Assemblée générale afin d'établir d'urgence un dialogue sur les recommandations formulées dans *Notre Programme commun* et de les concrétiser, et nous attendons avec intérêt de participer aux activités de suivi à cet égard.

**M. Ishikane** (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué cette séance et le Secrétaire général d'avoir exposé ses priorités pour 2022.

Deux ans après le début de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le monde n'est pas encore venu à bout des variants de la maladie, et encore moins de ses conséquences socioéconomiques. Les travaux de l'ONU, notamment ses processus intergouvernementaux et ses activités sur le terrain, ont été limités à de nombreux égards par la pandémie. Nous devons redoubler d'efforts pour faire connaître nos priorités et parvenir à une conception commune de la direction que doit prendre l'action de l'ONU. Je vais évoquer six



domaines dans lesquels le Japon estime que l'ONU joue un rôle particulièrement important et dans lesquels il prévoit de collaborer étroitement avec l'Organisation tout au long de l'année.

Le premier est la santé mondiale. La COVID-19 a montré qu'il était impératif de garantir la santé en tant que bien public mondial. Le Japon continuera de fournir un appui pour garantir l'accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 des pays et des régions dans le besoin tout en mettant en œuvre systématiquement son programme « Last Mile Support » (Appui au dernier kilomètre), en collaboration avec l'ONU, pour garantir la vaccination de chaque personne. Tous les pays et toutes les régions doivent renforcer leurs systèmes de santé afin de lutter efficacement contre les pandémies futures. Le Japon continuera de jouer un rôle de premier plan dans les efforts internationaux visant à réaliser la couverture sanitaire universelle en amont de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle qui doit se tenir en 2023.

Le deuxième domaine est le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous devons admettre que les efforts entrepris pendant deux premières années de la Décennie d'action ont été entravés par la pandémie. Nous n'avons pas de temps à perdre et nous devons nous employer à réaliser les 17 objectifs de développement durable et leurs 169 cibles, qui sont intégrés et indissociables et concilient les trois dimensions du développement durable – économique, sociale et environnementale. Le Japon constate avec satisfaction que le rapport du Secrétaire général (A/76/1) mentionne spécifiquement le développement de l'Afrique. À l'approche de la huitième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, qui doit se tenir cette année, le Japon se réjouit de collaborer étroitement avec les autres organisateurs, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine.

Le troisième domaine est celui des changements climatiques. Outre la poursuite de ses efforts visant à parvenir à zéro émission nette d'ici à 2050 et à réduire les émissions de 46 % d'ici l'exercice budgétaire 2030, ainsi que de son action pour atteindre son objectif global d'une réduction de 50 % des émissions, le Japon continue d'œuvrer inlassablement pour traduire les engagements climatiques qu'il a pris à la vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques par des mesures concrètes,

et appuie les efforts mondiaux de décarbonisation et d'adaptation. Le Japon attache notamment une grande importance à l'aide fournie aux pays en développement pour renforcer leurs capacités opérationnelles en matière d'adaptation. À ce sujet, et sans se limiter au contexte des changements climatiques, le Japon collaborera étroitement avec l'ONU afin d'accélérer la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) dans la perspective de son examen à mi-parcours en 2023. Le Japon répondra aux besoins particuliers des petits États insulaires en développement pour les aider à relever les défis liés aux changements climatiques et aux catastrophes.

Le quatrième domaine est la paix et la sécurité. Les tirs répétés de missiles balistiques effectués par la République populaire démocratique de Corée au cours des dernières semaines, en violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, ne doivent pas être ignorés. Le Japon collaborera étroitement avec l'ONU pour parvenir au démantèlement complet, vérifiable et irréversible des armes de destruction massive et des missiles balistiques de toutes portées de la République populaire démocratique de Corée.

En tant que membre actif de la Commission de consolidation de la paix, le Japon continuera de participer au débat sur la pérennisation de la paix, en mettant l'accent sur la promotion des institutions et le renforcement des capacités. Nous nous félicitons que le rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982) explique l'importance de la prévention des conflits et appelle à élargir le rôle de la Commission dans le contexte du Nouvel Agenda pour la paix. Nous continuerons de contribuer au renforcement des capacités des opérations de maintien de la paix par le biais du programme de partenariat triangulaire.

Il est vraiment regrettable que la flambée du variant Omicron à New York ait coïncidé avec les dates prévues pour la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dont nous espérons qu'elle se tiendra aussitôt que possible. En tant que seul pays à avoir jamais subi des bombardements atomiques, le Japon n'épargnera aucun effort pour parvenir à un résultat concret à la Conférence d'examen, et il appelle tous les États parties au Traité à contribuer à la réalisation de notre objectif commun, un monde exempt d'armes nucléaires.

Le cinquième domaine est le respect des valeurs universelles. L'ONU incarne les principes et valeurs internationalement reconnus tels que les droits de

l'homme, la liberté, la démocratie et l'état de droit. Le Japon soutiendra les efforts que l'ONU déploie pour aider les États Membres à renforcer leur capacité à défendre ces valeurs universelles. L'égalité des genres fait partie des domaines prioritaires dans lesquels l'aide fournie sur le terrain doit être accrue. Le Japon collaborera étroitement avec ONU-Femmes, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et d'autres entités pour protéger et promouvoir les droits des femmes et des filles.

La pandémie de COVID-19 nous a rappelé la nécessité de recentrer notre attention sur le bien-être et la dignité de la personne et de réfléchir aux meilleurs moyens de protéger et d'autonomiser les personnes et les communautés, en particulier les plus vulnérables. Alors que le monde s'efforce de reconstruire en mieux après la pandémie, il est grand temps que l'ONU et les États Membres investissent davantage dans la sécurité humaine. Le Japon attend avec intérêt la tenue d'un débat plus approfondi sur la sécurité humaine entre les États Membres. Nous collaborerons étroitement avec l'ONU pour obtenir des résultats sur le terrain en matière de renforcement de la sécurité humaine pour tous.

Le sixième domaine est le fonctionnement efficace de l'Organisation. Si l'on veut qu'elle honore les engagements pris par nos dirigeants dans la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1), elle ne peut rester dépassée et inefficace. Nous devons entreprendre la réforme du Conseil de sécurité, maintenant ou jamais. Nous devons mettre fin à des années de stagnation et donner un nouveau souffle à ce débat. Le Japon compte que le Président de l'Assemblée et le Secrétaire général sauront tirer parti de la dynamique créée pour obtenir des résultats tangibles à ce sujet d'ici la fin de la présente session.

Pour terminer, le Japon se réjouit à la perspective de collaborer étroitement avec l'ONU, les États Membres et les autres parties prenantes tout au long de 2022 pour relever les défis actuels et futurs et promouvoir la mise en œuvre de *Notre Programme commun*, notamment en ce qui concerne les préparatifs du Sommet de l'avenir.

**M<sup>me</sup> Dautllari** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier M. António Guterres pour sa vision et son rôle de chef de file et à le féliciter de sa réélection au poste de Secrétaire général de l'ONU pour un deuxième mandat. Nous accueillons avec satisfaction

les priorités présentées par le Secrétaire général aujourd'hui, auxquelles nous souscrivons, et sommes profondément encouragés par son inspiration et son dévouement inlassable aux travaux de l'ONU sur les problèmes les plus difficiles qui se posent partout dans le monde

L'Albanie s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne ce matin. Je souhaite ajouter les observations suivantes à titre national.

Premièrement, alors que le monde continue de lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et ses effets dévastateurs sur les personnes, les sociétés et les économies, nous pensons que des vaccins sûrs et efficaces, le renforcement des systèmes de santé et la préparation internationale aux futures pandémies doivent rester des priorités.

Alors que le monde s'efforce d'atténuer les effets croissants des changements climatiques, l'Albanie a pleinement adhéré au Partenariat mondial pour le développement durable et fait de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 l'axe central de sa stratégie nationale de développement et d'intégration ainsi que de son processus d'intégration à l'Union européenne. Nous avons répondu favorablement à l'appel du Secrétaire général en faveur de l'adoption de plans nationaux de lutte contre les changements climatiques et avons fait part de notre volonté de participer aux initiatives communes de lutte contre les changements climatiques menées par les États Membres et la société civile. Dans ce contexte, nous partageons les préoccupations exprimées dans *Notre Programme commun* (A/75/982), que nous considérons comme un plan d'action robuste destiné à accélérer la mise en œuvre des engagements existants, notamment les objectifs de développement durable.

Deuxièmement, en tant que membre du Groupe des droits de l'homme et de la prévention des conflits, nous croyons fermement que le pilier droits humains doit être pleinement intégré aux piliers développement, paix et sécurité du programme de prévention du Secrétaire général. Nous n'épargnerons aucun effort pour promouvoir les droits humains en tant qu'instrument indispensable à la prévention des conflits ainsi qu'à un développement et à une paix durables.

L'Albanie a accompli des progrès notables au niveau national en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes. Dans le cadre de notre mandat au Conseil de sécurité, et en collaboration avec

d'autres membres du Conseil, nous avons également adopté des engagements communs visant à faire du programme pour les femmes et la paix et la sécurité une priorité durant nos présidences respectives du Conseil et à garantir son application concrète et tangible. Par ailleurs, en tant que pays dont la population est parmi les plus jeunes d'Europe et alors que Tirana a été proclamée Capitale européenne de la jeunesse pour 2022, l'Albanie appuie tous les efforts et toutes les propositions qui donneront des moyens aux jeunes.

Enfin, au cours des deux dernières décennies, l'Albanie a contribué de plus en plus activement à l'action menée pour faire face aux problèmes de sécurité internationale. En tant que membre du Conseil de sécurité, nous sommes déterminés à contribuer activement à la préservation et au renforcement de l'ordre international fondé sur des règles en relevant les défis mondiaux grâce à des partenariats.

Pour terminer, j'affirme que nous apprécions sincèrement l'idée d'un nouvel agenda pour la paix, proposée par le Secrétaire général dans son rapport intitulé *Notre Programme commun*, et nous attendons avec intérêt de continuer à participer aux préparatifs d'un Sommet de l'avenir.

**M<sup>me</sup> Baeriswyl** (Suisse) : Je voudrais commencer par remercier le Président de l'Assemblée générale pour l'organisation de ce débat important, et je voudrais aussi souhaiter au Secrétaire général et à la Vice-Secrétaire générale plein succès pour leur deuxième mandat et féliciter le Secrétaire général pour les priorités convaincantes qu'il vient de nous présenter ce matin. C'est aussi une belle occasion pour saluer le nouveau Directeur de cabinet et lui souhaiter plein succès dans ses nouvelles fonctions. Je puis l'assurer que nous nous réjouissons de travailler avec lui. Comme Helen Keller, qui s'est engagée pour la paix mondiale il y a plus de 100 ans l'a si bien dit, « Alone we can do so little ; together we can do so much » (Seuls, nous pouvons faire si peu. Ensemble, nous pouvons faire beaucoup). Il peut donc compter sur notre plein soutien.

Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général pour son rapport (A/76/1) qui, dans ce nouveau format innovant, est très lisible, clair et bien structuré. Il dresse pourtant un bilan bien sombre. Les défis importants que le Secrétaire général a évoqués ce matin trouvent leur miroir dans le *Global Risks Report 2022 (Rapport sur les risques mondiaux de 2022)* du Forum économique mondial de Davos. Celui-ci souligne qu'il est urgent de trouver des réponses rapides à la pandémie ainsi

qu'aux risques environnementaux, sociétaux et technologiques qui peuvent tous accentuer les crises et conflits mondiaux actuels. Qu'il me soit donc permis d'aborder brièvement quelques sujets sur lesquels la Suisse voudrait concrètement soutenir les priorités et actions du Secrétaire général.

En ce qui concerne un rétablissement durable après la crise de la maladie à coronavirus (COVID-19), les changements climatiques et le Programme 2030, mon pays a contribué à hauteur de plus d'1 milliard de dollars au relèvement après la COVID-19. Il continue de s'engager en faveur des pays les plus touchés pour surmonter les effets négatifs de la pandémie, en particulier pour un accès et une distribution équitables des vaccins, traitements et diagnostics.

La Suisse soutient aussi les efforts de lutte contre les changements climatiques sous tous leurs aspects, notamment l'atténuation, l'adaptation et la lutte contre les changements climatiques en tant que multiplicateur de risque. Ensemble nous avons une feuille de route claire pour une sortie durable de la crise actuelle. Mon pays est convaincu qu'il est plus important que jamais de se reconcentrer sur le Programme 2030. La numérisation et l'évolution rapide des technologies représentent des occasions importantes, tant qu'elles sont sûres, pour accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. La Suisse salue donc les idées que le Secrétaire général a proposées dans *Notre Programme commun* (A/75/982) et félicite le Président de l'Assemblée générale pour l'initiative qu'il a prise afin de faire avancer le dialogue sur ces questions. La Suisse s'engagera activement dans ce processus.

Concernant la paix et la sécurité ainsi que les droits humains, pour mon pays, bâtir la paix de manière durable a toujours été au centre de son engagement international et l'est encore davantage en vue de sa candidature au Conseil de sécurité en 2023 et 2024. Nous sommes honorés de pouvoir offrir, avec la Genève internationale, une plateforme de dialogue à la communauté internationale et espérons, aujourd'hui comme à l'avenir, qu'elle contribuera à trouver des solutions aux différends.

Le respect du droit international humanitaire, la prévention des conflits et la consolidation de la paix, en impliquant femmes et hommes de façon égalitaire, restent nos priorités traditionnelles. Nous nous réjouissons donc de pouvoir contribuer avec notre expertise aux discussions sur un nouvel agenda pour la paix. La Suisse félicite le Secrétaire général pour les efforts déployés au

travers de l'appel à l'action en faveur des droits humains et salue le fait que les sept domaines spécifiques de ce dernier soient également repris dans *Notre Programme commun*. Nous continuerons à nous engager pour que les droits de l'homme – actuellement menacés de façon préoccupante – restent au centre des travaux de l'ONU, tant en ce qui concerne la lutte contre la pandémie que dans le cadre des efforts de développement, de paix et de sécurité. Comme le disait le Secrétaire général ce matin, c'est la dignité humaine qui doit être au centre de notre travail.

Qu'il me soit permis de finir par une remarque où je rejoins également ce qu'a dit le Secrétaire général ce matin. Dans le sondage mondial effectué à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation, les jeunes se sont exprimés positivement sur l'ONU et le multilatéralisme, à condition qu'on les écoute et qu'on prenne leurs préoccupations et leurs idées au sérieux. Suivons donc ce conseil, y compris dans le cadre des travaux sur *Notre Programme commun*, car s'engager avec les jeunes et investir dans la jeunesse à tous les niveaux de prise de décisions, c'est investir dans l'avenir du multilatéralisme.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de s'être joint à nous aujourd'hui et d'avoir présenté ses priorités pour l'année à venir. Nous savons que 2022 présente des enjeux à la fois nouveaux et changeants pour le multilatéralisme et nous lui sommes reconnaissants du rôle de chef de file qu'il joue dans la promotion d'une réforme véritable et dans la préparation de l'ONU pour l'avenir. Nous convenons avec lui que l'ONU se trouve à un tournant. Je mettrai aujourd'hui l'accent sur trois enjeux principaux – la riposte à la pandémie, le relèvement durable et le renouvellement du multilatéralisme.

Premièrement, en ce qui concerne la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), en 2022, nous redoublerons d'efforts pour parvenir à une vaccination équitable au niveau mondial, nous nous emploierons à renforcer les systèmes de santé et nous prendrons des mesures en faveur d'un accord mondial afin de prévenir de futures pandémies. Nous jugeons encourageant que le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 ait annoncé avoir fourni 1 milliard de doses de vaccins, et nous restons déterminés à participer étroitement à cette initiative et à d'autres afin de stimuler le relèvement.

Deuxièmement, nous devons nous mobiliser de façon plus urgente et ambitieuse pour combler le retard pris dans la mise en œuvre des objectifs de développement

durable en raison de la pandémie. Le Royaume-Uni continuera de donner la priorité à un relèvement durable, en mettant l'accent sur les plus vulnérables et en assurant un financement transparent, fiable et responsable du développement.

S'agissant des changements climatiques, dans l'optique de la vingt-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27), nous collaborerons avec l'Égypte et l'ONU pour faire fond sur les engagements pris à Glasgow. Nous devons maintenir la dynamique en matière d'atténuation et accélérer l'action menée dans les domaines du financement, de l'adaptation et des pertes, car ces aspects restent essentiels pour de nombreux pays vulnérables aux changements climatiques. Nous poursuivrons également nos efforts visant à enrayer et inverser la perte de la biodiversité, et nous espérons parvenir à un résultat ambitieux à la quinzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique à Kunming. Nous attendons également avec intérêt la tenue cette année d'une session axée sur le climat de la Commission de la condition de la femme, et nous sommes fiers d'avoir organisé une COP 26 inclusive à Glasgow.

Les femmes et les filles doivent figurer au premier plan du relèvement mondial et de nos ambitions futures. Le Royaume-Uni continue de donner la priorité aux efforts mondiaux visant à mettre un terme à la violence contre les femmes et les filles, qui s'est intensifiée durant la pandémie. Dans la perspective de 2023, nous voulons tirer parti du Sommet sur la transformation de l'éducation pour permettre aux filles, partout dans le monde, de recevoir une éducation de qualité.

Durant l'année de notre soixante-quinzième anniversaire, les États Membres de l'ONU ont convenu que la réforme était essentielle pour renouveler l'Organisation et garantir l'efficacité future du multilatéralisme. Nous appuyons le programme de réforme ambitieux du Secrétaire général et nous souhaitons que ces réformes soient durables et produisent pleinement les effets attendus. Les entités des Nations Unies doivent faire preuve d'efficacité, d'efficience et d'unité, promouvoir la transparence ainsi qu'une mobilisation générale en s'appuyant sur une culture d'amélioration continue, et apporter des changements réels pour les populations que l'ONU sert. Nous accueillons avec satisfaction le rapport *Notre Programme commun* (A/75/982), qui contient des recommandations pour nous mener vers l'avenir que nous avons envisagé durant l'année de notre



soixante-quinzième anniversaire, notamment la transformation de l'ONU en une ONU 2.0. Nous souscrivons à la vision d'un multilatéralisme inclusif et s'appuyant sur des réseaux dans tous les domaines d'activité de l'ONU et nous convenons que toutes les parties concernées doivent être impliquées afin de lutter efficacement contre les problèmes du XXI<sup>e</sup> siècle.

**M. Wenaweser** (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : L'année 2022 sera la troisième durant laquelle les travaux de l'ONU se dérouleront sous la menace de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Aucune organisation n'est mieux équipée ou plus habilitée à relever le défi que la pandémie représente pour le monde. Le champ d'action de l'ONU est inégalé s'agissant de lutter contre les effets sanitaires immédiats de la pandémie et ses répercussions sur les populations les plus vulnérables dans le monde, notamment en améliorant l'état de préparation et en veillant à ce que les vaccins puissent être acheminés là où ils sont nécessaires.

Nous nous félicitons que le système des Nations Unies, en adoptant une approche pragmatique et fondée sur la science, contribue de manière importante à promouvoir la solidarité internationale en cette période marquée par la mésinformation et la désinformation, le populisme et les tendances nationalistes. Nous soutenons ces travaux, guidés par la résolution 74/270 et sous la conduite de l'Organisation mondiale de la Santé, entre autres choses. Notre action face aux problèmes mondiaux les plus pressants, à commencer par la pandémie, doit être fondée sur la solidarité internationale, axée sur les droits humains et guidée par un souci de réduire les inégalités. Malheureusement, la pandémie a montré non seulement tout le chemin qu'il nous reste à parcourir, mais également le fait que, dans certains domaines clefs, nous avançons dans la mauvaise direction. La propagation des nouveaux variants du coronavirus et les vagues d'infections successives sont directement liées à notre incapacité de garantir une distribution équitable des vaccins au niveau mondial. À défaut, les autres mesures de prévention ne peuvent que retarder l'inévitable.

Nous attachons de l'importance aux efforts en cours visant à garantir la continuité des activités au Siège de l'ONU, en dépit de l'instabilité générée par la pandémie, et nous espérons avoir prochainement l'occasion d'aborder cette question avec les États Membres. Il est essentiel de veiller à ce que les organes politiques de l'ONU soient pleinement opérationnels en permanence. À partir de maintenant, l'un des domaines dans lesquels

nous devons faire des progrès est l'accès de la société civile aux locaux de l'ONU, et nous nous emploierons à obtenir ce résultat dans les semaines à venir.

La pandémie remet indéniablement le Programme de développement durable à l'horizon 2030 au centre de nos travaux. Les objectifs de développement durable fournissent un plan d'action non seulement pour faire face aux conséquences de la COVID-19, mais aussi pour éviter que de telles crises de santé publique et d'autres crises mondiales ne se produisent. Si nous voulons tirer parti de tout le potentiel qu'offrent les objectifs de développement durable, nous devons les considérer dans leur intégralité et non de manière séparée.

La pandémie représente également un test de résilience pour ce qui est de la confiance dans les institutions, dont nous pouvons tirer des enseignements importants afin de rendre celles-ci plus efficaces, responsables et inclusives. Le manque de confiance dans les institutions nationales reste le principal obstacle à l'instauration de l'état de droit et à l'accomplissement de progrès en vue de la réalisation de nos objectifs communs de développement durable. La confiance ne peut être instaurée que par la participation de tous et l'application du principe de responsabilité, souvent laborieusement et au prix d'un grand effort collectif.

L'ONU doit accroître la participation effective des organisations de la société civile à ses travaux, conformément à la vision du Secrétaire général présentée dans le rapport *Notre Programme commun* (A/75/982), qui vise à mettre en place un système multilatéral plus fort, plus interconnecté et plus inclusif. Nous saluons le plan d'action proposé dans le rapport aux fins de réaliser les priorités que le Secrétaire général a énoncées aujourd'hui, en particulier l'accent qu'il met sur les droits humains et les libertés fondamentales et sa nouvelle vision de l'état de droit, dans laquelle les personnes sont au centre des systèmes judiciaires.

La triple crise planétaire que constituent les changements climatiques, la perte de biodiversité et l'augmentation des niveaux de pollution, mise en exergue dans le rapport du Secrétaire général (A/76/1), doit rester au premier plan de l'action de l'Organisation. La tension croissante entre les humains et la nature n'a pas seulement conduit à l'urgence climatique actuelle. Elle se manifeste également par des risques accrus de zoonoses, une diminution de la biodiversité et une désertification croissante, entre autres choses. Face à cette situation, nous devons rééquilibrer notre relation avec la planète de manière durable, comme le préconise

l'approche globale « Une seule santé ». C'est autant une question de développement durable et de droits humains qu'un impératif de sécurité.

Le Conseil de sécurité fournit des efforts timides pour élargir son modèle de sécurité à des sujets autres que les questions politiques et militaires sur lesquelles il focalise son attention. Mais, son échec collectif à adopter une résolution thématique sur le climat et la sécurité est de mauvais augure, non seulement pour l'ambition climatique mais aussi pour le Conseil lui-même. Une approche beaucoup plus préventive, conforme au concept de sécurité humaine, doit être adoptée si l'on veut que les travaux du Conseil restent pertinents eu égard aux menaces actuelles et futures. À ce stade, le Conseil a très peu à offrir face à la cause d'insécurité la plus répandue que le monde ait connue depuis des décennies. Si nous soutenons l'appel lancé par le Secrétaire général ce matin en faveur de l'unité du Conseil de sécurité, nous pensons qu'il est peu probable que celle-ci se concrétise dans un avenir proche. Il serait irresponsable pour l'Assemblée générale de rester inactive dans une telle situation. La proposition d'un nouvel agenda pour la paix énoncée dans *Notre Programme commun* tombe donc à point nommé. Nous avons besoin d'un nouveau modèle de sécurité qui permette de répondre efficacement aux menaces à la sécurité que subissent les populations du monde entier chaque jour, et d'adopter de nouvelles manières de prendre des décisions pour y remédier.

**M. Mahmoud** (Égypte) (*parle en arabe*) : Je remercie le Secrétaire général pour son précieux rapport (A/76/1) et en particulier pour les informations qu'il contient concernant la réponse à la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19). Je l'assure que l'Égypte continuera comme toujours d'apporter son soutien au renforcement et au développement de l'ONU, convaincue qu'elle est de l'importance de revitaliser le multilatéralisme.

La pandémie a ébranlé nos économies et nos sociétés. Elle constitue une menace pour la réalisation du développement durable, eu égard en particulier aux effets qu'elle devrait avoir sur les efforts fournis pour lutter contre la pauvreté, réaliser le développement et parvenir à la stabilité internationale. Par conséquent, nous devons renforcer les initiatives internationales visant à produire et distribuer équitablement des vaccins à chaque pays et à transférer les technologies et les informations dont ont besoin les pays en développement. Nous devons également renforcer l'action internationale

commune pour faire face à la crise économique résultant des répercussions de la pandémie sur les économies des pays en développement. À cet égard, je tiens à saluer le rôle joué par le système de la Coordonnatrice résidente des Nations Unies en Égypte quant à la réorientation des activités de développement compte tenu des difficultés résultant de la pandémie et à l'assistance apportée au Gouvernement égyptien en vue de la réalisation des objectifs de développement durable et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'Égypte se félicite des efforts continus déployés par le Secrétaire général pour gérer les questions climatiques, en particulier son appel à allouer 50 % du financement de l'action climatique à des projets d'adaptation. En notre qualité de Président de la vingt-septième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27), nous réaffirmons notre attachement au renforcement des efforts internationaux visant à relever ce problème existentiel. À cet égard, nous avons déjà commencé à coordonner nos efforts avec le Président de la COP 26, le Royaume-Uni. Durant sa présidence de la COP 27, l'Égypte mettra l'accent sur certaines priorités, notamment l'importance d'accélérer la transition vers les phases de mise en œuvre et de fixer un nouvel objectif de financement pour 2025 qui tienne compte des besoins des pays en développement et des moyens de mise en œuvre. Nous allons revoir nos ambitions à la hausse en ce qui concerne les questions d'atténuation et d'adaptation d'une manière qui tienne compte de tous les aspects de la réalisation du développement durable dans les pays en développement, y compris les petits États insulaires. L'Égypte adoptera une approche globale pour promouvoir la confiance et la transparence entre toutes les parties, tout en insistant sur le fait que la coopération est la pierre angulaire du succès de la COP 27 à Charm el-Cheikh.

L'Égypte est toujours prête à fournir tout l'appui possible aux opérations de maintien de la paix par l'élaboration de concepts, de politiques et de stratégies de maintien de la paix ou par la fourniture d'effectifs militaires et de police. L'Égypte se classe au huitième rang des pays qui contribuent aux missions de maintien de la paix. Elle est fière d'avoir soutenu la création et le développement de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies, et d'avoir présidé la Commission de consolidation de la paix à sa quinzième session. Elle entend vivement renforcer son rôle en s'attaquant aux tâches prioritaires relatives à la consolidation de la paix dans les pays touchés par des conflits, en élargissant le

rôle consultatif de la Commission et en établissant des ponts et des partenariats avec les différents organes de l'ONU.

L'Égypte accueille positivement les idées énoncées par le Secrétaire général dans son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982) concernant le renforcement de l'architecture de consolidation de la paix et son financement durable. Nous nous félicitons également des efforts déployés par le Secrétaire général et l'ONU pour promouvoir les droits humains et nous pensons que la meilleure façon d'y parvenir est de faire progresser le dialogue et la coopération internationale dans le but d'aider tous les pays à renforcer leurs capacités, à sensibiliser le public et à asseoir une culture de respect des droits humains dans leurs sociétés. Les événements survenus ces deux dernières années montrent qu'aucun pays n'est sans reproche lorsqu'il s'agit d'assurer le respect de tous les droits humains. La pandémie a révélé des insuffisances criantes en matière de protection des droits socioéconomiques et des droits au développement, à la santé et à l'éducation. Elle a également révélé la montée de la discrimination raciale et de la désinformation, des discours de haine, de l'extrémisme et du mépris des droits des femmes et des filles, autant de problèmes majeurs qui nécessitent une coopération internationale plus réelle et des efforts internationaux accrus si on veut les affronter et y remédier. À ce propos, je voudrais souligner qu'en 2021, l'Égypte a lancé sa première stratégie nationale de défense des droits humains dans le cadre des efforts nationaux déployés pour renforcer le système des droits humains dans le pays.

L'Égypte se félicite que le rapport du Secrétaire général (A/76/1) traite des moyens d'instaurer l'égalité des genres et évoque la charge supplémentaire que les femmes ont dû assumer pendant la pandémie. Nous soulignons toutefois que nous ne reconnaissons pas les initiatives prises en dehors du cadre de l'ONU et du mandat de ses principaux organes.

Étant donné qu'il importe de parvenir à l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de mettre en œuvre toutes les obligations prévues par le Traité et ses précédentes conférences d'examen, y compris les responsabilités des États dotés de l'arme nucléaire telles que définies à l'article VI du Traité, nous attendons avec intérêt la tenue en août de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité. Je voudrais également souligner un point que le rapport du Secrétaire général n'a pas mentionné, à

savoir la tenue, du 29 novembre au 3 décembre 2021, de la deuxième session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, et ses résultats importants, notamment en ce qui concerne l'adoption de règles de procédure et la création d'un groupe de travail chargé de donner suite aux consultations internes de cette année.

L'Égypte remercie le Secrétaire général d'avoir fait le point dans son rapport sur les efforts menés par l'ONU pour lutter contre la criminalité organisée aux niveaux international et régional et souligne qu'il importe d'adopter une approche globale pour faire face aux liens croissants entre le terrorisme et la criminalité organisée.

En conclusion, je voudrais exprimer ma reconnaissance à l'ONU pour les mesures qu'elle a prises afin d'assurer la continuité de ses travaux dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Les réformes de gestion efficaces entreprises au sein du système ont contribué à améliorer la résilience et la capacité de l'Organisation et du Secrétariat de lutter contre la pandémie. Je renouvelle également l'appui sans faille de l'Égypte à la réalisation de nos objectifs communs et au renforcement du cadre multilatéral international.

**M. Pary Rodríguez** (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Secrétaire général d'avoir présenté les priorités de l'Organisation. Je suis également reconnaissant de la tenue du présent débat, car il nous permet d'échanger nos vues sur ces priorités dans le contexte complexe de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de ses nouveaux variants, qui ont eu de profondes répercussions au cours des deux dernières années. Si elle a été un espace essentiel de dialogue et de coopération tout au long de cette période, l'Organisation est encore loin de pouvoir prendre les mesures pragmatiques qui s'imposent pour apporter une réponse collective aux conséquences sanitaires des pandémies, aujourd'hui et demain, et à d'autres défis tels que les catastrophes naturelles, les changements climatiques, la perte de biodiversité, l'insécurité alimentaire, l'inégalité de genre et la fracture numérique.

Dans ce contexte complexe, la Bolivie estime que pour réduire les nouveaux déséquilibres structurels, il faut remédier aux conséquences sanitaires et humanitaires dans le cadre d'une alliance mondiale, en commençant par s'engager à renforcer la capacité des industries de santé des pays en développement de

produire des vaccins et des médicaments, puis en atténuant les lourdes dépendances extérieures et les effets du protectionnisme. En période de pandémie et d'épidémie, la priorité doit être donnée à la levée des brevets et autres restrictions afin de permettre un accès équitable aux vaccins et aux médicaments de base. La vie et la santé ne peuvent continuer d'être utilisées exclusivement à des fins lucratives.

Il semble que la dynamique de la pandémie et la croissance économique, qui sont devenues chaque jour plus incertaines et plus complexes, laisseront place à une reprise plus lente que prévu. Cela pourrait entraîner des problèmes non seulement de liquidités, mais aussi d'insolvabilité. Nous espérons donc être en mesure de parvenir à un relèvement durable. À cet égard, nous jugeons essentiel que l'Organisation oeuvre en faveur d'une action mondiale pour alléger la dette par le biais de remises de dette ou des renégociations. Nous devons dépasser le stade de l'analyse et prendre des mesures concrètes et des décisions.

Nous sommes en outre témoins des conséquences majeures des changements climatiques, dont les effets néfastes sur le rendement des cultures et l'approvisionnement en denrées alimentaires et en eau mettent en péril notre lutte contre la pauvreté et les inégalités. Nous sommes convaincus que si nous voulons sauver notre Terre nourricière et accroître la résilience des communautés, plutôt que de réinterpréter le contenu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques ou d'édulcorer les accords déjà conclus, nous devons nous efforcer de renforcer leur mise en œuvre et de garantir l'application pleine et effective de l'équité et du principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives. L'humanité ne cesse de mettre en péril sa propre survie.

Ce sont les enfants et les jeunes, en particulier les enfants en âge d'être scolarisés, qui souffrent le plus de la crise provoquée par la pandémie, car les disparités en matière d'accès aux technologies creusent aussi les inégalités dans le domaine de l'éducation. L'utilisation de la technologie peut être une stratégie permettant de pallier la fermeture des écoles, mais la fracture numérique montre clairement que la connectivité a ses limites. Nous devons par conséquent œuvrer pour que le droit à Internet relève du domaine public. C'est de cette manière que nous pourrions garantir aux enfants et aux jeunes un des droits les plus fondamentaux, le droit à l'éducation.

Pour conclure, nous sommes conscients de la responsabilité qui nous incombe de concrétiser la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, tout en appliquant une stratégie réaliste qui tienne compte des problèmes de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi qu'en appuyant les mesures de relèvement qui permettent de faire face à la crise climatique, d'investir dans les industries vertes et durables, de réduire les inégalités et l'exclusion et de promouvoir l'égalité des genres et la prévention des conflits. À cet égard, la Bolivie estime qu'aujourd'hui plus que jamais, nous devons prouver l'efficacité du multilatéralisme et faire preuve d'un pragmatisme qui nous permettra à l'avenir de sauver des vies, de protéger les sociétés et de reconstruire en mieux, tout en remédiant aux fragilités et aux faiblesses dont nous pâtissons encore.

**M. Hadjichrysanthou** (Chypre) (*parle en anglais*) : Mes observations viennent compléter celles formulées au nom de l'Union européenne à la séance de ce matin.

Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général de son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/76/1) et d'avoir partagé ses priorités avec nous plus tôt dans la journée. Nous le remercions également pour la façon dont il a dirigé l'ONU au cours des cinq dernières années, y compris en s'engageant personnellement dans les efforts visant à régler le conflit chypriote, et nous lui souhaitons un second mandat productif et fructueux. Nous appuyons l'accent qu'il met sur les cinq urgences qu'il a exposées ce matin et nous sommes d'accord avec lui pour dire que les défis auxquels nous sommes confrontés sont essentiellement des échecs de la gouvernance mondiale et que notre priorité doit être de faire en sorte que le multilatéralisme reste adapté à son objectif.

Le rapport du Secrétaire général sur la paix et la sécurité traduit la complexité de ce pilier en abordant brièvement certaines de ses nombreuses composantes, mais pour nous, il n'y a qu'un seul élément que nous pouvons utiliser comme baromètre de l'efficacité de l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité, c'est la capacité de l'Organisation de faire respecter l'interdiction de l'emploi de la force. Bien qu'il soit difficile de le mesurer, il est évident que 75 ans après avoir été contraints de créer l'ONU pour mettre fin à l'agression, la menace ou l'emploi de la force n'ont pas été éliminés comme nous l'avions espéré. La déclaration faite aujourd'hui par le Secrétaire général, selon laquelle le nombre de conflits violents qui ont cours dans le monde est sans précédent depuis 1945, est un coup de semonce pour nous dire que nous devons faire mieux.



Trente ans après la fin de la guerre froide, les relations entre les États sont plus polarisées qu'elles ne devraient l'être. Nous partageons l'inquiétude du Secrétaire général concernant le fossé qui se creuse entre l'Est et l'Ouest, ainsi que le risque de se retrouver, à l'avenir, avec des systèmes mondiaux fragmentés, voire parallèles. Cette polarisation géopolitique est en soi une source d'inquiétude et d'insécurité, en particulier pour les petits États. Elle met en évidence les lacunes de notre système de sécurité collective ainsi que la dépendance excessive de ce dernier à l'égard des rapports de force. Elle montre également que la loi du plus fort n'a pas été atténuée par une démarche concertée au niveau mondial, fondée sur l'état de droit et sur les valeurs universelles qui lient tous les États.

Le multilatéralisme reste le meilleur et le seul cadre pour un système international de sécurité collective efficace, capable de faire en sorte que tout le monde bénéficie de la même sécurité, qu'une politique de tolérance zéro soit appliquée à l'égard des menaces, que les agresseurs subissent les conséquences de leurs actes et que justice soit rendue aux victimes. Lorsque l'emploi illicite de la force ne peut être empêché, l'ONU doit veiller à ce que ses effets ne soient ni acceptés ni légitimés. Nous disposons à la fois du fondement juridique et des outils nécessaires pour faire respecter l'ordre international fondé sur des règles que nous avons établi, et c'est précisément ce que nous devons faire, notamment en renforçant nos institutions de gouvernance mondiale.

Nous sommes d'accord avec l'accent mis par le Secrétaire général sur la prévention des conflits, notamment dans sa proposition d'un nouvel agenda pour la paix. Dans le même temps, la multitude de conflits existants ne doit pas être oubliée. Le Secrétaire général en a mentionné un certain nombre ce matin, y compris le conflit à Chypre, et nous continuons à lui être reconnaissants pour la mission de bons offices qu'il mène pour réunifier Chypre en tant que fédération bizonale et bicommunautaire dotée de l'égalité politique, comme le prévoient les résolutions du Conseil de sécurité sur la question. Nous espérons que le Secrétaire général sera en mesure de nommer un envoyé pour faciliter la reprise du processus de paix dès que possible.

Les inégalités sont une autre préoccupation majeure, non seulement en raison de leurs effets sur le bien-être de l'humanité et sur la dignité humaine, mais aussi du fait de leurs répercussions sur la gouvernance et sur l'état de droit. Malgré tous nos efforts, nous constatons que la pandémie a entraîné une concentration

encore plus grande des richesses entre les mains d'une minorité, créant ainsi un clivage dangereux. En tant que communauté internationale, nous devons concevoir des outils niveleurs plus nombreux et plus efficaces pour éviter un avenir dystopique, où l'extrême richesse et l'extrême pauvreté seraient la norme. Et ces outils doivent également tenir compte du fait que toutes les crises, qu'elles soient liées à la pauvreté, au climat ou aux droits humains, touchent toujours les femmes de manière disproportionnée.

La crise climatique est une crise existentielle pour nombre d'entre nous, surtout pour les petits États qui n'y sont pourtant que pour très peu dans son déclenchement. La perspective de voir des pays devenir partiellement ou entièrement inhabitables en raison des changements climatiques est une réelle préoccupation, tout comme la menace de perte de territoire qui plane sur les États en raison de l'élévation du niveau de la mer. État en situation de conflit ayant une partie de son territoire sous occupation et pays qui subit les conséquences des changements climatiques depuis des années, Chypre est extrêmement préoccupée, par ailleurs, par la menace que représentent les changements climatiques pour la paix et la sécurité. L'incapacité des États de partager le fardeau des flux migratoires soulève des questions quant à la manière dont seront gérés les déplacements massifs de population dus aux changements climatiques, qui se produisent déjà.

Avant de conclure mon intervention, je tiens à formuler quelques observations sur le débat lui-même. Ces dernières années, le débat portant sur le rapport sur l'activité de l'Organisation et la présentation des priorités du Secrétaire général ont été associés et interviennent au début de l'année civile, tandis que le rapport continue d'être publié au début de la session. Nous pensons qu'il serait avantageux de synchroniser et de consolider la présentation des priorités, la publication du rapport et les discussions sur l'activité de l'Organisation au début de chaque année civile. En outre, nous estimons qu'il serait opportun de modifier le calendrier des sessions de l'Assemblée générale pour qu'il coïncide avec les années civiles, afin de discuter de la situation actuelle et des objectifs que nous voulons atteindre au début de la session, puis de faire le bilan de l'année au cours de la semaine de haut niveau, vers la fin de la session. L'alignement de ces outils permettrait de mieux servir l'objectif global de renforcement de l'ONU.

**M<sup>me</sup> Squeff** (Argentine) (*parle en espagnol*) : Je tiens en premier lieu à remercier le Secrétaire général d'avoir présenté son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/76/1) et à lui faire part de la reconnaissance de la République argentine pour le travail accompli par l'ONU au cours de l'année écoulée, malgré les circonstances exceptionnelles actuelles, marquées par la crise sanitaire actuelle.

Depuis deux ans, la maladie à coronavirus (COVID-19) bouleverse notre monde, met en péril notre santé, détruit nos économies et aggrave les inégalités. L'ONU n'a jamais été confrontée à une crise sanitaire mondiale comme celle-ci. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons renforcer et renouveler l'engagement de la communauté internationale en faveur du multilatéralisme, afin de remédier aux conséquences de la pandémie de manière concertée et coordonnée.

Nous partageons sans réserver l'opinion exprimée par le Secrétaire général dans son rapport, à savoir que la seule façon d'enrayer la pandémie est de procurer des vaccins à tous les pays. Nous devons impérativement garantir un accès équitable aux vaccins contre la COVID-19. La pandémie a renforcé l'insoutenabilité de la dette souveraine, ce qui a eu des répercussions particulièrement négatives sur les économies des pays à revenu faible ou intermédiaire. Nombre de ces pays s'efforcent encore de trouver le juste équilibre entre le financement de leur riposte à la COVID-19 et le respect de leurs obligations actuelles et futures au titre de la dette. Il est essentiel que la communauté internationale avance résolument dans la réforme de l'architecture financière internationale afin de trouver une solution durable au problème de la dette insoutenable et d'éviter qu'elle ne nous éloigne encore plus de la possibilité de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général, nous soulignons que l'ONU occupe une place centrale dans l'élaboration du droit international, apportant une contribution sans pareille au développement, à la codification et à l'application du droit international. À cet égard, nous saluons l'action menée par la Cour internationale de Justice dans la promotion de l'état de droit et du règlement pacifique des différends, grâce à ses compétences contentieuse et consultative. Je voudrais également insister sur les efforts du Secrétaire général en matière de médiation entre les parties à un différend, d'exercice de ses bons offices et de facilitation de la recherche de solutions pacifiques. L'Argentine réaffirme

la nécessité de poursuivre ces efforts jusqu'à ce que les parties aient trouvé une solution définitive à leur différend, en particulier lorsqu'il existe un mandat émanant de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité.

Ma délégation a prêté une attention particulière à la partie du rapport du Secrétaire général consacrée à son appel à l'action en faveur des droits humains, dans lequel il demande à l'ONU de redoubler d'efforts pour garantir l'intégration de ces droits en tant qu'élément central des travaux de l'Organisation, y compris sa réponse à la pandémie, en plaçant les groupes vulnérables au cœur de son action. L'Argentine est fermement attachée à la protection et à la promotion des droits humains. Cette année, mon pays assure la présidence du Conseil des droits de l'homme et, depuis cette plateforme, nous œuvrons au renforcement du système multilatéral des droits de l'homme afin qu'il puisse répondre de manière efficace aux défis qui l'attendent.

Dans son rapport, le Secrétaire général souligne que tout au long de la pandémie, il a mis l'accent sur l'égalité des genres et les droits des femmes. Nous nous félicitons des efforts qu'il fournit pour intégrer la diversité et l'inclusion dans chaque aspect des travaux de l'Organisation. L'Argentine accorde la priorité à la reconnaissance effective et à l'exercice des droits fondamentaux des femmes et des enfants dans toute leur diversité, ainsi que des personnes LGBTIQ+. L'engagement de mon pays en faveur du programme sur le genre et la diversité se reflète au niveau international, où l'Argentine représente le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes en tant que Vice-Présidente du Conseil d'administration d'ONU-Femmes et Vice-Présidente du Groupe de travail chargé des communications relatives à la condition de la femme. Nous coprésidons actuellement le groupe central LGBTI+ des Nations Unies. Il est tout aussi important d'œuvrer pour la protection et la réalisation complètes des droits fondamentaux des personnes âgées. L'Argentine estime que ce défi universel doit être relevé grâce à l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant afin de fournir à la communauté internationale les outils nécessaires pour garantir aux personnes âgées le plein respect de leurs droits fondamentaux.

Dans son rapport, le Secrétaire général constate également que la pauvreté et la faim augmentent, avec des niveaux alarmants d'inégalité à l'intérieur des sociétés et entre elles. Nous pensons que la communauté internationale a un rôle clef à jouer dans les efforts de relèvement car la pandémie, comme la pauvreté,

n'épargne personne. À cet égard, la Commission du développement social, que l'Argentine a actuellement l'honneur de présider, est devenue un espace crucial pour le partage des bonnes pratiques et le suivi de ses objectifs, qui comprennent à juste titre l'élimination de la pauvreté, la réalisation du plein emploi et la promotion de l'inclusion sociale. À sa prochaine session, la Commission mettra l'accent sur l'élimination de la faim et de la pauvreté, ce qui nous donnera l'occasion de renforcer la solidarité internationale et d'obtenir des résultats concrets.

L'Argentine souscrit au diagnostic établi par le Secrétaire général dans son rapport selon lequel la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement en matière de désarmement, de non-prolifération et de contrôle des armes est problématique. Comme chacun sait, nous présiderons la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dont nous célébrerons le cinquantième anniversaire par la même occasion. La Conférence offrira aux États parties une possibilité exceptionnelle de renouveler leur attachement aux trois piliers du Traité : le désarmement, la non-prolifération et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Malheureusement, du fait de la pandémie à laquelle nous faisons actuellement face, la Conférence d'examen a dû être reportée une fois de plus. Nous demandons au Secrétariat de redoubler d'efforts pour organiser cet événement important dès que possible en 2022. Pour notre part, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour en assurer le succès.

La crise climatique continuera sans aucun doute de sous-tendre les travaux de l'Organisation. Les contributions concrètes que nous apportons à cette question doivent être conformes au principe des responsabilités communes mais différenciées, et surtout, avoir pour objectif d'assurer que des moyens adéquats soient fournis pour concrétiser nos engagements. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions véritablement passer progressivement à une économie propre, à faible émission de carbone et résiliente face aux effets des changements climatiques.

Pour terminer, l'Argentine réaffirme une fois de plus qu'elle soutient fermement tout débat propre à renforcer le rôle de l'ONU, celle-ci étant appelée à apporter une contribution décisive aux efforts redoublés que nous devons déployer pour garantir un monde inclusif capable de satisfaire les besoins actuels et futurs.

**M. Espinosa Cañizares** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je ne répéterai pas les observations que j'ai faites à la séance informelle de ce matin et je serai bref.

Je tiens à remercier le Secrétaire général António Guterres pour le rapport de fond qu'il a présenté (A/76/1) et à le féliciter pour son contenu. Il me plaît de constater que dans une large mesure, plusieurs des priorités exposées par le Secrétaire général correspondent à la politique étrangère pragmatique et fondée sur les principes menée par le Président Guillermo Lasso pour exécuter le programme international de l'Équateur et produire des résultats tangibles bénéficiant à l'ensemble de la population.

Ce matin, j'ai évoqué la situation internationale préoccupante à laquelle nous devons faire face en raison des inégalités mises en lumière par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), dont les coûts et les conséquences ne peuvent être surmontés que grâce à une action concertée de la communauté internationale. Je considère que les efforts déployés par tous les acteurs du système des Nations Unies doivent être axés sur la recherche de l'égalité des sexes, ainsi que sur la lutte contre la pauvreté, les inégalités et les injustices, quels que soient la portée ou le domaine d'action, qu'il s'agisse des changements climatiques dans toutes leurs dimensions, des droits humains et de l'aide humanitaire ou de la paix et de la sécurité internationales.

Nous devons agir sans plus tarder pour respecter les engagements pris en vue de la réalisation des objectifs de développement durable. Si nous ne le faisons pas, le multilatéralisme ne tiendra à nouveau pas ses promesses en 2030. C'est le moment où jamais de réaffirmer notre attachement aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies, la justice et le droit international et l'ordre fondé sur des règles, qui sont les fondements indispensables de la coexistence pacifique et de la coopération entre États.

En tant que candidat au Conseil de sécurité pour la période 2023-2024, l'Équateur, s'il est élu, agira conformément à son attachement traditionnel à la paix et au droit, en respectant le pilier de la sécurité énoncé dans le rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). Je tiens à saluer la contribution du Secrétariat à l'avancement et au renforcement de la diplomatie préventive à l'ONU. Le Secrétaire général peut compter sur le plein appui de mon pays à ses efforts de paix, un bien public mondial que nous devons protéger et gérer.

En pleine pandémie mondiale de COVID-19, l'utilisation des nouvelles technologies et des réseaux sociaux a exacerbé la désinformation, entraînant violence et intolérance. Il est important de prendre conscience qu'il existe de nouvelles plateformes et de nouveaux liens qui modifient les menaces que font peser la criminalité transnationale, la criminalité organisée, le terrorisme et le trafic international de drogues, et que les auteurs de ces forfaits cherchent à s'infiltrer dans les institutions. Nous avons besoin de davantage de coopération internationale pour surmonter ces difficultés.

Le Secrétaire général a souligné à d'innombrables reprises l'urgence de prendre des mesures pour lutter contre la crise climatique et protéger la biodiversité. Les données scientifiques constituent le fondement de nos efforts communs d'adaptation et d'atténuation, et cela s'applique à des initiatives concrètes telles que la suppression des subventions aux combustibles fossiles et la priorité accordée aux investissements dans les énergies renouvelables. Il est toutefois évident que nous manquons de ressources pour faire face aux changements climatiques et protéger nos écosystèmes. Il est également évident qu'il faut appliquer le principe des responsabilités communes mais différenciées et que les pays développés doivent respecter leurs engagements et donner aux pays en développement davantage de moyens de mettre en œuvre les mesures qu'ils prennent sous forme de financements, de renforcement des capacités et de transfert de technologies. L'Équateur apporte sa pierre à l'édifice de la nécessaire transition écologique. Ce matin, j'ai évoqué l'extension de la réserve marine de mon pays, une idée dont je voudrais donner une illustration concrète en soulignant l'engagement des Présidents de l'Équateur, de la Colombie, du Costa Rica et du Panama, qui ont signé à Glasgow une déclaration pionnière pour la protection et la gestion des îles Cocos et Galapagos, de l'île de Malpelo et de l'île de Coiba, ainsi que de l'écosystème incomparable des îles qui constituent le corridor marin du Pacifique tropical oriental. Cette initiative permettra de créer l'une des plus grandes réserves de biosphère marine au monde.

Je conviens que les débats sur le financement du développement tenus en 2020 et en 2021 nous aideront à allier nos forces avec les institutions financières internationales, mais il faudra redoubler d'efforts pour surmonter les difficultés et les vulnérabilités propres aux pays à revenu intermédiaire, notamment grâce à l'application d'un indice de vulnérabilité multidimensionnel. Dans ce contexte, et en réponse à la demande de l'Assemblée, nous espérons que le Secrétaire général

dressera la carte de l'aide actuellement disponible pour les pays à revenu intermédiaire en vue d'élaborer un plan de réponse global à l'échelle du système des Nations Unies.

Enfin, le rapport du Secrétaire général et les priorités qu'il a énoncées dans diverses instances nous rappellent l'importance de veiller à ce que sa gestion bénéficie de l'appui des États Membres afin de relever les défis auxquels nous faisons face en tant que communauté internationale. Le multilatéralisme et la diplomatie préventive ne peuvent être efficaces que s'ils contribuent directement à l'amélioration des conditions de vie des populations. Le Secrétaire général Guterres peut compter sur notre aide.

**M. Hossain** (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé de ce jour. Nous partageons ses préoccupations concernant les répercussions de la pandémie sur la situation socioéconomique et les conditions de sécurité dans le monde, notamment en ce qui concerne les objectifs de développement durable, le climat, la pauvreté et les inégalités, l'instabilité géopolitique et les crises humanitaires.

Cette année ne commence pas sous les meilleurs auspices. Le variant Omicron porte un coup sévère aux efforts de relèvement déployés face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous prenons rapidement du retard dans la réalisation des promesses communes que nous avons faites dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans ce contexte, je félicite le système des Nations Unies et son personnel dans le monde entier, y compris celles et ceux qui travaillent pour les fonds et programmes des Nations Unies, du rôle remarquable qu'ils jouent en première ligne pour assurer la fourniture de services essentiels aux personnes qui en ont le plus besoin. Nous remercions le Secrétaire général de sa direction exceptionnelle de l'ONU en cette période difficile. Je voudrais souligner brièvement quelques points précis à cet égard.

Premièrement, nous nous faisons l'écho de l'appel retentissant à combler les écarts en matière d'accès aux vaccins en garantissant l'accès à des vaccins contre la COVID-19 sûrs et abordables pour tous, partout dans le monde. Nous ne devons pas faillir à notre ambition commune de vacciner au moins 70 % de la population mondiale d'ici le milieu de l'année. Cela doit être la priorité absolue du système des Nations Unies cette année. Il est impératif d'augmenter l'approvisionnement en vaccins du Mécanisme COVAX pour un accès



mondial aux vaccins contre la COVID-19 et de soutenir la production locale en transférant sans délai les technologies de vaccination aux pays en développement.

Deuxièmement, nous remercions le Secrétaire général de son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). Le rapport recense les principaux défis de notre époque et présente un plan d'action ambitieux visant à les relever. Ma délégation appuiera les efforts déployés pour promouvoir les principaux résultats de ce programme lors des prochains débats thématiques sur le rapport dirigés par le Président de l'Assemblée générale. Nous soulignons qu'il importe de créer des synergies entre les initiatives du Secrétariat, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires en vue de concrétiser les priorités définies dans le rapport. Nous attendons avec intérêt les larges consultations qui précéderont le Sommet sur la transformation de l'éducation proposé et le Sommet de l'avenir, afin de faire avancer ces idées.

Troisièmement, nous félicitons le Secrétaire général d'avoir organisé une réunion des dirigeantes et dirigeants sur les changements climatiques dans le cadre de la semaine de réunions de haut niveau de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, à laquelle notre première ministre a participé. Cette réunion a apporté une grande valeur ajoutée à la dynamique politique enclenchée à l'approche de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), qui s'est tenue à Glasgow. Nous souhaitons faire fond sur les résultats obtenus à Glasgow pour afficher des ambitions plus élevées pour la COP 27 qui se tiendra en Égypte. Le Bangladesh, pays vulnérable aux changements climatiques qui préside actuellement le Forum de la vulnérabilité climatique, travaillera en étroite collaboration avec le Secrétaire général pour créer l'élan nécessaire à l'augmentation des contributions déterminées au niveau national, à l'amélioration du financement, au transfert de technologies et au règlement des problèmes de pertes et de dommages.

Quatrièmement, selon l'UNESCO, près de la moitié des élèves du monde ont été affectés par des fermetures partielles ou totales d'écoles en raison de la pandémie de COVID-19. Alors que les pays avancés ont pu passer rapidement aux plateformes en ligne, les pays en développement et les pays les moins avancés sont restés à la traîne, en raison de l'insuffisance des ressources et du manque de technologies efficaces et abordables. Ma première ministre a appelé les dirigeants

du monde entier à faire de l'enseignement à distance et de l'éducation en ligne des biens publics mondiaux. Nous comptons sur l'appui du Secrétaire général pour faire de cette question une priorité de l'ONU.

Cinquièmement, la pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation alarmante de la pauvreté et des inégalités dans le monde. Les pertes d'emplois, l'arrêt du commerce et des affaires et l'absence de nouveaux investissements ont contribué à provoquer la pire récession de notre époque. Nous considérons la science, la technologie et l'innovation comme une condition *sine qua non* pour combler ces écarts croissants. Nous souhaitons collaborer avec le Secrétaire général afin d'exploiter les atouts de la science, de la technologie et de l'innovation et d'assurer un véritable transfert de technologies en vue de transformer radicalement nos sociétés. Nous appuyons la proposition du Secrétaire général de nouer un pacte numérique mondial afin de tirer parti du potentiel des biens numériques, y compris les technologies d'avant-garde, au profit de tous.

Sixièmement, la pandémie de COVID-19 a considérablement exacerbé les disparités économiques préexistantes entre les pays développés et les pays en développement. Nous devons impérativement œuvrer de concert et avoir une vision claire, afin de donner une voix juste et équitable aux pays en développement dans l'ordre économique et financier mondial. Nous encourageons l'ONU à renforcer sa collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les institutions économiques et financières compétentes afin de prendre des mesures cohérentes à cet égard. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement et les pays africains sont les plus en retard. Ils ont besoin d'un appui international renouvelé.

Ayant assumé la coprésidence des réunions du Comité préparatoire de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui viennent de s'achever, nous comptons sur l'appui du Secrétaire général pour faire de la prochaine Conférence un succès, ainsi que sur le soutien constant des organismes des Nations Unies pour mettre en œuvre le Programme d'action de Doha.

Septièmement, nous ne saurions trop insister sur la nécessité de redoubler d'efforts pour que des solutions durables soient trouvées aux situations humanitaires prolongées et aux déplacements forcés à grande échelle. Mon pays accueille plus d'un million de Rohingya en provenance du Myanmar, sans aucun progrès en vue. Les

conditions qui se détériorent au Myanmar, en particulier depuis la prise du pouvoir par l'armée en février 2021, ont aggravé la situation, entraînant mécontentement et désespoir chez les Rohingyas déplacés. Nous espérons que la nouvelle Envoyée spéciale pourra élargir la portée et la dimension de l'action menée par l'ONU au Myanmar et donner un nouvel élan aux efforts déployés par l'ONU pour trouver une solution rapide et durable à la crise des Rohingyas.

Huitièmement, nous prenons acte de l'approche du Secrétaire général concernant l'architecture de paix et de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. À cet égard, nous le remercions de proposer un nouvel agenda pour la paix, qui appelle à investir davantage dans la prévention et la pérennisation de la paix. Le Bangladesh, qui est un des plus grands fournisseurs de contingents ou de personnel de police aux opérations de paix des Nations Unies, réaffirme sa détermination à faire progresser la consolidation de la paix et à promouvoir les objectifs de paix sur le terrain. Nos soldats de la paix continueront à aider les pays hôtes et d'autres acteurs à développer leurs capacités essentielles de consolidation de la paix afin de s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs des conflits au sein de leurs sociétés. Nous espérons vivement que l'Assemblée continuera d'accorder une attention au renforcement des partenariats, de la cohérence et du financement pour répondre aux besoins croissants des pays en transition.

Enfin, nous saluons l'attachement du Secrétaire général à l'égalité des genres ainsi que les efforts qu'il déploie pour garantir la parité des genres au sein du personnel de l'ONU. Cependant, nous pensons qu'il ne peut y avoir d'égalité totale sans diversité. Parallèlement à la parité des genres, nous voulons voir une représentation régionale équilibrée du personnel de l'ONU à tous les niveaux.

Je voudrais conclure mon intervention en assurant le Secrétaire général qu'il peut compter sur l'appui constant du Bangladesh pour faire avancer nos priorités et engagements communs.

**M. Gunaratna** (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Président d'avoir organisé la présente séance de l'Assemblée générale pour examiner le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/76/1). Ma délégation remercie également le Secrétaire général d'avoir présenté aujourd'hui ses priorités pour l'année 2022.

Comme le dit le Secrétaire général, les crises mondiales sur les plans sanitaire, social et économique et sur celui des droits humains déclenchées par la pandémie ont fait ressortir l'importance de la coopération multilatérale mais l'ont aussi mise à rude épreuve. Cependant, à la base de tous ces défis il y a des questions persistantes sur la nature de la sécurité sanitaire mondiale aujourd'hui. Rappelons-nous que les Conférences sanitaires internationales du XIX<sup>e</sup> siècle, précurseurs du Règlement sanitaire international (RSI) (2005) actuel, avaient pour objectif de protéger l'Europe contre les maladies épidémiques d'origine particulière tout en réduisant au minimum les interférences avec le commerce international. Il reste à voir dans quelle mesure la nouvelle conception de la santé mondiale intégrée dans le RSI (2005) s'écarte véritablement de ce parti pris occidental. Il a été dit que faire de la santé publique un enjeu de sécurité nous amène à imposer des solutions militaires, des quarantaines et des contrôles aux frontières, qui ne sont pas propices à des réponses durables permettant d'améliorer la santé de nos communautés. Nous pensons que nous devons trouver un concept ou une politique de santé mondiale qui soit capable de répondre à ces préoccupations. Dans ce contexte, Sri Lanka félicite le Secrétaire général pour la compétence avec laquelle il dirige les travaux de l'ONU en ces temps difficiles.

Les efforts de l'ONU jouent un rôle central dans la riposte à la pandémie, en aidant quelque 160 pays à faire face aux conséquences sanitaires, humanitaires, sociales et économiques de la maladie, notamment avec la création et la mise en service du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 et son mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, dont Sri Lanka a bénéficié pour administrer des vaccins à sa population. L'équité vaccinale est essentielle pour vaincre cette pandémie en constante évolution. Comme nous l'avons entendu à de nombreuses reprises à l'Assemblée, personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas. Une approche récemment proposée consiste à améliorer l'intégration de la notion d'humanitarisme médical dans le schéma global de la sécurité sanitaire mondiale.

La pandémie a eu des effets dévastateurs sur nos objectifs de développement obtenus de haute lutte, entraînant des reculs importants dans la réalisation des objectifs de développement durable des pays. L'action en faveur d'une croissance économique soutenue et du développement durable doit être au cœur de nos efforts grâce à des partenariats et à une coopération accrue

dans le cadre des programmes mondiaux, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris et le Programme d'action d'Addis-Abeba. Des ressources suffisantes doivent être allouées au pilier Développement au moyen du budget ordinaire de l'ONU et ce, sans la moindre réserve ou condition. Il sera également crucial d'intensifier les efforts en matière de financement du développement, et les initiatives prises par le Secrétaire général à cet égard sont intéressantes. Il importera de tenir compte des défis multiformes auxquels sont confrontées les économies en développement. Les défis propres à chaque pays doivent être pris en compte et des ressources doivent être mises à disposition lors de la conception des efforts de relèvement, en particulier pour les secteurs les plus durement touchés, tels que le tourisme.

Nous saluons le leadership de l'ONU en matière d'action climatique, dont le Programme des Nations Unies pour l'environnement est le fer de lance. Notre relèvement après la pandémie doit être plus propre et plus vert. Nous espérons que l'ONU poursuivra sur la lancée de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. À cet égard, Sri Lanka, dans le cadre de ses contributions déterminées au niveau national, a clairement dit « non » à de nouvelles centrales électriques alimentées au charbon et met en œuvre des politiques vertes visant à garantir que d'ici à 2030, 70 % de sa production d'énergie proviendra de sources d'énergie renouvelables, l'objectif à long terme étant de faire de Sri Lanka un pays neutre en carbone d'ici à 2050. Il faut savoir que pour déterminer si les changements climatiques ont des répercussions sur la sécurité, nous devons examiner la nature de ses effets. Les changements climatiques ont eu de graves conséquences sur les vies et les moyens de subsistance. Nous connaissons tous la liste de leurs conséquences. Il a été suggéré de considérer les changements climatiques sous l'angle des droits de l'homme, pour nous aider à comprendre qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de coûts et de bénéfices globaux ni de gagnants et de perdants, mais du fait que les puissants empêchent le système politique d'agir pour protéger la multitude démunie.

Sri Lanka se félicite également des connaissances et de l'assistance technique que l'ONU apporte au niveau régional, en particulier par l'intermédiaire de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) dans notre région. Par ailleurs, Sri Lanka a eu le plaisir de présider la quatrième Conférence ministérielle sur les transports de la CESAP, qui s'est

tenue à Bangkok, à l'issue de laquelle ont été adoptés la Déclaration ministérielle sur le développement du transport durable en Asie et dans le Pacifique et un nouveau programme d'action régional pour la période 2022-2026, conformément aux trois piliers de la durabilité et au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Nous sommes également reconnaissants du soutien que l'ONU apporte en menant toute une gamme d'activités dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, dans le cadre de ses opérations politiques, de consolidation et de maintien de la paix, de l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial et de l'initiative Action pour le maintien de la paix. Nous saluons le personnel de l'ONU pour les services qu'il rend dans le monde entier. Sri Lanka réaffirme également son engagement en faveur de la paix et de la sécurité internationales et est prête à renforcer son contingent de soldats de la paix dans les opérations de paix des Nations Unies. Nous sommes conscients du fait qu'au cours des décennies qui ont suivi sa création, le maintien de la paix a connu un certain nombre de changements. Le maintien de la paix, sous sa forme traditionnelle selon laquelle les forces de maintien de la paix consistaient en des contingents légèrement armés, déployés pour servir en tant que forces neutres, a aujourd'hui évolué vers des opérations multidimensionnelles, principalement en raison des changements dans la dynamique des conflits, qui, d'interétatiques, sont devenus intra-étatiques.

Pour terminer, tout en assurant l'Assemblée de notre appui sans réserve aux travaux de l'Organisation et en nous réjouissant à la perspective de la réalisation des objectifs définis par le Secrétaire général au cours de ce qui sera sans aucun doute une autre année difficile, nous soulignons que nous devons garder à l'esprit la critique selon laquelle, pour une multitude de raisons, l'ONU est confrontée à une perte d'autorité, et le fait que, peut-être de manière injuste, certains considèrent nos débats et discussions comme un dialogue de sourds.

Nous devons d'urgence changer cette perception, aussi injuste qu'elle puisse être, et mettre en lumière ce qui nous a été présenté comme étant la nouvelle normalité, à savoir que nous pouvons reconstruire en mieux dans un esprit reflétant la véritable humanité à laquelle nous avons la chance d'appartenir en tant que membres de la famille humaine. Je souhaite également saisir cette occasion pour exprimer les remerciements de ma délégation au Centre d'information des Nations Unies

à Sri Lanka pour le travail qu'il accomplit, en collaboration avec notre gouvernement, pour donner un sens à ces valeurs mondiales communes, que nous partageons dans le cadre de notre vision commune. Nous tenons à assurer l'Organisation de notre appui.

**M. Margaryan** (Arménie) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général d'avoir présenté son rapport sur l'activité de l'Organisation en 2021 (A/76/1) et d'avoir exposé ses priorités pour 2022.

Alors que la communauté internationale s'engage sur le long chemin du relèvement, l'ONU continue de jouer son rôle essentiel en coordonnant et en dirigeant les efforts déployés partout dans le monde pour faire face aux conséquences sanitaires, socioéconomiques, humanitaires et autres de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La création d'un fonds pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement et l'élaboration de plans d'intervention socioéconomiques visant à favoriser un relèvement inclusif et durable ont permis de mobiliser et d'affecter les ressources nécessaires pour venir en aide aux plus vulnérables.

Nous nous félicitons de la coopération et de l'appui du système des Nations Unies pour le développement pour l'opérationnalisation du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, qui vise à garantir la disponibilité des vaccins dans de nombreux pays, dont l'Arménie. Je tiens aussi à saluer et à appuyer la résolution sur l'équité vaccinale présentée par le Président à l'occasion de la nouvelle année, et forme l'espoir qu'elle contribuera à rendre les vaccins accessibles pour tous. Un multilatéralisme efficace et responsable, ayant l'ONU en son centre, est essentiel pour répondre aux attentes des personnes qui aspirent à reconstruire un monde meilleur. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reste un cadre général permettant de construire un avenir meilleur dans lequel personne n'est laissé de côté. La communauté internationale doit intensifier ses efforts si elle veut réaliser les objectifs de développement durable. Je souligne qu'il importe de mettre davantage l'accent sur les besoins des pays en situation particulière, notamment les pays en développement sans littoral, qui ont été particulièrement touchés du fait de leurs vulnérabilités structurelles.

S'agissant du maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial immédiat, entériné dans les résolutions 2532 (2020) et 2565 (2021) du Conseil de sécurité, a été une initiative capitale permettant d'assurer l'accès

et d'acheminer une aide humanitaire aux plus vulnérables, notamment ceux qui se trouvent pris au piège de conflits et de crises. Malheureusement, l'appui massif de la communauté internationale à cette initiative opportune ne s'est pas traduit par une cessation des hostilités dans toutes les régions du monde. Au contraire, dans notre région, par exemple, nous avons fait face à une agression brutale contre le Haut-Karabakh à l'automne 2020, qui a dévasté des communautés entières, fait de nombreux morts, déplacé des milliers de personnes, détruit des infrastructures essentielles et déclenché une crise humanitaire majeure. L'obstruction et la politisation de l'accès humanitaire au Haut-Karabakh empêchent jusqu'à présent l'ONU de fournir une aide globale aux personnes touchées.

La pandémie de COVID-19 a aggravé les divisions, les tensions et les inégalités structurelles, entraînant une recrudescence des discours de haine, de la xénophobie, des violations des droits humains et des conflits. Parmi les tendances récentes, il y a la dénaturation et la manipulation du droit international pour justifier le recours brutal à la force, les atrocités et les crimes de haine fondés sur l'identité, l'emploi de terroristes et de mercenaires pour réprimer le droit inaliénable des populations à l'autodétermination et les tentatives d'isoler du reste de la communauté internationale les populations déchirées par la guerre. Les difficultés auxquelles se heurte le multilatéralisme mettent en lumière l'importance de renforcer le rôle de l'ONU en tant que gardienne du droit international et de ses valeurs fondamentales.

Nous saluons le nouvel agenda pour la paix proposé par le Secrétaire général, qui met fortement l'accent sur la prévention et insiste sur le rôle des accords régionaux conclus en vertu du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Dans ce contexte, l'Arménie se félicite de l'appui constant du Secrétaire général et de l'ONU en faveur du rôle central que jouent les Coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, dont le mandat est approuvé au niveau international, en matière de promotion d'un règlement global et durable du conflit du Haut-Karabakh. La résilience de l'ONU face aux tentatives de manipulation, qui visent à légitimer les conséquences des actes d'agression et des crimes de guerre est essentielle pour la crédibilité et l'autorité morale de l'Organisation dans sa lutte contre les discours mensongers, la violence fondée sur des motifs ethniques ou religieux et les tentatives d'imposer des solutions unilatérales au mépris total des normes du droit international.



Nous saluons le rôle moteur que joue le Secrétaire général en ce qui concerne les activités de promotion et de protection des droits humains, et celles relatives à la réalisation de l'égalité des sexes et de la pleine autonomisation des femmes et des filles dans tous les domaines de la vie publique. Nous accueillons aussi avec intérêt les mesures de transformation décrites dans son rapport *Notre Programme commun* (A/75/982), afin de promouvoir la pleine réalisation des droits des femmes et la parité des genres, de faciliter l'inclusion économique des femmes et d'éliminer la violence contre les femmes et les filles.

Nous sommes conscients des efforts fournis par le Secrétaire général pour poursuivre l'exécution d'un programme de réforme ambitieux et développer de nouvelles capacités de nature à favoriser l'adaptabilité, l'intégration et la cohésion au sein du système des Nations Unies. Il faut que l'ONU soit dotée des moyens nécessaires et que les États Membres s'acquittent en temps voulu de leurs obligations financières pour que l'Organisation puisse s'adapter rapidement à l'évolution des problèmes et aux nouvelles situations d'urgence, s'acquitter efficacement de ses mandats et surmonter sa crise financière. Nous partageons l'avis selon lequel la réaffectation des fonds existants et l'adoption de procédures budgétaires plus souples contribueraient également à une utilisation meilleure et plus efficace des ressources disponibles.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer l'appui de l'Arménie au Secrétaire général en vue de renforcer l'efficacité de l'Organisation et sa capacité d'adaptation face aux futurs défis mondiaux.

**M. Koba** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé cette importante séance. Nous félicitons le Secrétaire général des efforts fournis et de la ténacité dont il a fait preuve pour diriger l'Organisation pendant une des périodes les plus difficiles et instables de notre histoire. Le monde est aux prises avec un ralentissement économique, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), des événements climatiques de plus en plus fréquents et de nombreuses crises humanitaires, qui viennent s'ajouter à des risques croissants en matière de sécurité, des tensions politiques et une méfiance grandissante à l'endroit du système multilatéral. Nous saluons également le leadership et la détermination du Secrétaire général et de son équipe, qui ont veillé à ce que, durant ces épreuves, les différents programmes, bureaux et missions des Nations Unies dans le monde

restent opérationnels et continuent de fournir une aide humanitaire, soient au service de la paix, deviennent des partenaires de développement et promeuvent le multilatéralisme en matière de vaccins, ainsi que les réformes renforçant les systèmes de développement et de gestion des Nations Unies.

Ma délégation prend note des priorités du Secrétaire général pour 2022 et se tient prête à collaborer avec lui pour réaliser les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment dans le cadre de la présidence indonésienne du Groupe des Vingt cette année, qui mettra l'accent sur les questions relatives à l'architecture mondiale de la santé, aux transformations numériques et à la transition vers les énergies renouvelables. Nous notons avec satisfaction le travail important accompli par le Secrétaire général, tel qu'il ressort des conclusions de son rapport *Notre Programme commun* (A/75/982), présenté en application de la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1). Ce rapport mérite plus ample examen et nous nous réjouissons à l'idée de participer à de nouvelles discussions concernant la suite à lui donner.

Le maintien de la paix est un outil efficace et indispensable pour les activités de l'ONU dont le but est de préserver la paix et la sécurité. L'Indonésie demeure résolue à collaborer avec l'ONU sur cette question, notamment en mettant en œuvre les initiatives Action pour le maintien de la paix et Action pour le maintien de la paix Plus. Nos soldats de la paix continuent d'œuvrer pour la paix et de sauver des vies, malgré l'évolution rapide des problèmes rencontrés dans leurs zones d'opération. Nous sommes vivement préoccupés par le nombre toujours élevé d'attaques perpétrées contre les soldats de la paix. À cet égard, ma délégation s'attache tout particulièrement à garantir la sécurité et le bien-être de tous les soldats de la paix et reste déterminée à collaborer avec le Secrétaire général et toutes les parties prenantes pour recenser et relever ces défis.

La sécurité et le bien-être de l'humanité sont toujours notre priorité absolue. Outre les conflits, nous devons faire face à des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et graves qui touchent l'humanité partout dans le monde. À ce propos, ma délégation tient à exprimer sa solidarité avec le Gouvernement et le peuple tongans qui sont frappés par une malencontreuse éruption volcanique. Mon pays étant l'un des pays du monde les plus exposés aux catastrophes naturelles,

la préparation aux catastrophes fait partie intégrante de nos priorités nationales et de notre programme de développement. L'Indonésie a l'honneur d'organiser, conjointement avec le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, la septième session de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, qui se tiendra en mai à Bali. Ce forum mondial aura pour thème « Du risque à la résilience : vers un développement durable pour tous dans un monde transformé par la COVID-19 », et nous espérons faire progresser le programme mondial de réduction des risques de catastrophe. Nous attendons avec intérêt de collaborer avec tous les États Membres pour obtenir des résultats positifs.

Nous nous félicitons de la volonté du Président de l'Assemblée de ne ménager aucun effort dans la recherche de la paix et de la sécurité afin de régler les conflits anciens et nouveaux. Dans ce contexte, ma délégation réaffirme son appui fondé sur les principes à la cause palestinienne. Nous devons faire en sorte que le peuple palestinien puisse exercer ses droits légitimes. Nous appelons au renforcement de l'aide humanitaire fournie aux Palestiniens qui en ont besoin, notamment grâce à un financement plus prévisible et plus durable de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Je voudrais conclure en exprimant notre volonté d'œuvrer de concert afin que l'ONU tienne ses promesses et que l'humanité puisse continuer de tirer profit de nos efforts quotidiens.

**M. De La Mora Salcedo** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Le Mexique accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/76/1) présenté ce matin. Ce rapport est un exercice de reddition de comptes et de réflexion sur les succès, les erreurs, les défis et les perspectives que nous devons examiner sous le prisme du multilatéralisme.

Cette année est une nouvelle fois marquée par les effets de la pandémie. La pandémie se poursuit avec un nouveau variant, qui était manifestement prévisible et aurait pu, dans une certaine mesure, être évitée. Les experts scientifiques nous ont mis en garde à plusieurs reprises contre les mutations futures, comme conséquence directe d'un manque d'accès équitable aux vaccins. Le Secrétaire général lui-même a déclaré, et de nombreux États Membres l'ont répété, que personne ne serait en sécurité tant que tout le monde ne le serait pas. Nous regrettons la poursuite de la thésaurisation des vaccins et les pratiques abusives de certains laboratoires

pharmaceutiques qui privilégient le profit au détriment des vies humaines sous le couvert des droits de propriété intellectuelle. Le Mexique travaillera efficacement dans le cadre de l'Organisation pour faire en sorte que les vaccins deviennent un bien public mondial, et nous agirons sur la base du principe suivant : si l'Organisation mondiale de la Santé autorise un vaccin ou un traitement donné, chaque État a l'obligation de l'accepter et d'en permettre la distribution.

Le rapport du Secrétaire général rend compte du travail accompli par l'ONU pour aider des millions de personnes dans le monde. Derrière les succès de l'Organisation, il y a le sens de l'engagement et le professionnalisme de son personnel, ainsi que la volonté politique et la solidarité des États Membres. Derrière les occasions perdues, il faut toutefois souligner le manque de coordination politique entre les gouvernements. En tant que membre élu du Conseil de sécurité, le Mexique assume ses responsabilités dans le domaine de la prévention et dans le cadre d'une vision globale de la paix et de la sécurité internationales. C'est pourquoi, durant notre présidence du Conseil, nous avons tenu un premier débat public sur la diplomatie préventive (voir S/PV.8906) et un second sur les inégalités, l'exclusion, la pauvreté et les conflits (voir S/PV.8900). Au terme de ces échanges, nous sommes parvenus à une conclusion semblable à celle tirée par le Secrétaire général dans son rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). Le nouvel agenda pour la paix qu'il propose exige que nous reconnaissons les liens intrinsèques entre des problèmes tels que les changements climatiques, la corruption, l'absence d'état de droit, la pauvreté, les violations des droits humains, l'instabilité et les conflits.

De ce point de vue, la situation sur le terrain est préoccupante. Pour la première fois depuis des décennies, la pauvreté augmente. La pandémie a précipité plus de 100 millions de personnes dans la pauvreté. Le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire a atteint un pic sans précédent. Le moment est venu de prendre des mesures décisives et ambitieuses. Une bonne partie du rapport du Secrétaire général porte sur les besoins des plus vulnérables, et c'est sur ce point que le Mexique préconise d'accélérer notre action collective. En novembre, le Président mexicain a proposé au Conseil de sécurité une alliance pour le bien-être (voir S/PV.8900), dans le but de venir en aide aux plus de 700 millions de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour au moyen de transferts directs en espèces. Les transferts directs sont un moyen optimal d'atteindre l'objectif de développement durable

no 1. Comme cela a été démontré, notamment dans le contexte de la pandémie, les transferts directs fonctionnent. En promouvant l'élimination de la pauvreté et en faisant appel aux équipes de pays des Nations Unies, nous pourrions obtenir des résultats tangibles dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'accent qu'il met sur les personnes. Nous espérons entamer de larges discussions sur cette initiative dans les mois à venir.

En tant que fervents défenseurs du désarmement, nous saluons le fait que l'ONU ait continué d'appuyer les États Membres dans les processus de mise en œuvre des normes internationales de lutte contre les armes de destruction massive, ainsi que les progrès réalisés dans la réglementation et la limitation des armes légères et de petit calibre classiques. Compte tenu des difficultés et des possibilités liées aux nouvelles technologies, nous jugeons encourageantes les négociations qui se déroulent à l'ONU dans les domaines de la cybersécurité et de la cybercriminalité. À cet égard, nous soulignons l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2616 (2021), présentée par le Mexique aux côtés de 70 pays coauteurs, qui traite de la menace pour la paix et la sécurité internationales résultant de la violation des embargos sur les armes décrétés par le Conseil de sécurité, en raison du transfert illicite, de l'accumulation déstabilisante et du détournement d'armes légères et de petit calibre.

Il convient de saluer les efforts déployés pour permettre à plus de 300 millions de filles et de garçons de poursuivre leurs études à distance pendant la pandémie. Ne perdons pas de vue qu'il incombe aux États Membres et à l'Organisation de continuer d'œuvrer à la création des conditions propices au retour des filles et des garçons à l'école en toute sécurité et de manière permanente, ce qui aura des résultats positifs dans le domaine de l'éducation et de la santé physique et mentale, y compris dans le cas des enfants touchés par un conflit armé.

Le Mexique salue les progrès accomplis par l'ONU en matière d'égalité des genres, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous ne pouvons pas concevoir la sécurité humaine sans prendre en compte les questions de genre. Rappelons-nous que nous ne parlons pas ici d'une poignée de personnes, mais de la moitié de l'humanité, de la moitié de notre capital humain et de la moitié de notre potentiel collectif. Nous nous félicitons que le rapport mentionne le succès du Forum Génération Égalité organisé par le Mexique, la France et

ONU-Femmes. Le Forum Génération Égalité a recensé des engagements spécifiques pour répondre aux besoins croissants de la société civile, des jeunes et des mouvements féministes. Ensemble, nous sommes parvenus à mobiliser 40 milliards de dollars en faveur des femmes et des filles, et avec le lancement du Groupe d'amis sur l'égalité femmes-hommes et de l'Alliance mondiale pour les soins, le Forum consolide la voie vers une plus grande égalité des genres. S'appuyant sur sa politique étrangère féministe, le Mexique continuera à encourager la prise en compte systématique des questions de genre dans tout le système des Nations Unies.

Au-delà de notre reconnaissance, le travail du Secrétariat mérite notre appui résolu pour forger une nouvelle façon de travailler. Le Mexique estime que les prochaines consultations thématiques sur les recommandations formulées dans *Notre Programme commun* seront le cadre idéal pour définir les grandes étapes à franchir à l'avenir. Nous pensons que l'ONU a énormément de potentiel pour faire davantage et faire mieux et pour être à la hauteur non seulement de ses idéaux mais aussi des attentes des populations, dont le bien-être dépend d'un multilatéralisme plus efficace, plus inclusif et plus effectif.

**M. Sabbagh** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Ma délégation a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/76/1) pour la soixante-seizième session de l'Assemblée. Ce document illustre de manière exhaustive la plupart des défis qui préoccupent les États Membres et les peuples du monde, en particulier à la lumière de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de ses répercussions désastreuses pour nous tous. Comme pour chaque catastrophe à laquelle l'humanité a été confrontée, nous devons en tirer des enseignements, qui, si nous les mettons correctement en pratique, peuvent constituer un point de départ fondamental pour faire face aux défis et risques futurs en ce qui concerne la sécurité sanitaire mondiale. À cet égard, ma délégation se félicite des efforts déployés par le Secrétaire général pour promouvoir la distribution équitable des vaccins. Nous nous souvenons tous de sa déclaration selon laquelle personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas. Ma délégation voudrait à présent formuler les observations suivantes sur le rapport.

Premièrement, le rapport décrit les efforts déployés par l'ONU pour faire en sorte que les interventions humanitaires soient coordonnées et efficaces, afin de sauver des vies et d'alléger les souffrances des

populations touchées par une catastrophe naturelle, un conflit ou une autre situation humanitaire d'urgence. Cependant, il ne mentionne pas le rôle négatif majeur que joue l'imposition illégale de mesures coercitives unilatérales pour les peuples des États Membres ni les effets dévastateurs de ces mesures sur divers secteurs vitaux, notamment les services de base tels que les soins de santé, l'éducation et l'énergie. La République arabe syrienne se félicite des efforts déployés par l'ONU sur le front humanitaire et souligne également l'importance de lever le blocus économique injuste imposé au peuple syrien par les États-Unis et l'Union européenne, qui exacerbe les souffrances des Syriens et contrarie considérablement les plans et programmes d'action mis en place par leur gouvernement pour surmonter les effets de la guerre terroriste et mettre en œuvre des projets visant à garantir une relance rapide, la reconstruction et le retour librement consenti, dans la sécurité et la dignité des réfugiés et déplacés syriens.

Deuxièmement, le rapport du Secrétaire général mentionne les efforts déployés par l'ONU pour maintenir la paix et la sécurité internationales et contribuer à prévenir et atténuer les conflits armés et à les régler par des moyens pacifiques, ainsi qu'à ses opérations de maintien de la paix dans le monde. Cependant, il fait abstraction des violations de la Charte des Nations Unies que constituent les atteintes répétées à la souveraineté nationale de certains États Membres et les interventions brutales dans leurs affaires intérieures, ainsi que les actes d'agression et les occupations du territoire d'autres États, de même que les politiques systématiques visant à semer le chaos et l'instabilité. Mon pays a malheureusement été victime de toutes ces violations. L'occupation du Golan arabe syrien par Israël se poursuit depuis 1967, tout comme ses autres violations graves, la plus récente étant le plan annoncé le 26 décembre 2021 par le Premier Ministre de la Puissance occupante visant à doubler le nombre de colons dans le Golan syrien occupé en créant deux nouvelles colonies de peuplement, ce qui constitue une violation grave de la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. En outre, Israël continue de commettre des actes d'agression répétés contre les territoires syriens. Pendant ce temps, les efforts déployés par le Gouvernement syrien pour rétablir la sécurité et la stabilité sont entravés par la présence illégale des forces des États-Unis dans le nord-est et le sud-ouest de la Syrie et par l'appui que ce pays fournit aux milices séparatistes, ainsi que par l'occupation du nord et du nord-ouest de la Syrie par la Turquie, qui soutient des organisations terroristes qui continuent de piller nos ressources nationales.

Troisièmement, le rapport souligne l'appui que l'ONU apporte aux États Membres dans la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme et mentionne de nombreuses régions touchées par le terrorisme dans le monde, en particulier en Afrique. Cependant, il ne mentionne pas les organisations terroristes, telles que Daech, Al-Qaida et le Front el-Nosra, et d'autres organisations que le Conseil de sécurité a désignées comme terroristes, qui sont toujours à l'œuvre en Syrie, en Iraq et dans d'autres pays de la région. Mon pays souligne l'importance de renforcer la coopération internationale pour éliminer le terrorisme mondial et mettre sérieusement en œuvre les instruments et la stratégie globale que nous avons adoptés pour lutter contre le terrorisme. Nous demandons également que l'on prête attention aux problèmes résultant de la propagation du terrorisme et des idéologies extrémistes et, surtout, à la question des combattants terroristes étrangers et de leurs familles. Il y en a des milliers dans les camps de Hol et de Roj qui sont contrôlés par des milices séparatistes appuyées par les forces des États-Unis présentes sur le terrain. La Syrie a demandé à plusieurs reprises qu'on fasse pression sur les États concernés pour qu'ils rapatrient leurs ressortissants terroristes, les traduisent en justice et les réinsèrent, eux et leurs familles, de manière à ce qu'ils ne puissent plus constituer un nouveau noyau pour mener des activités terroristes à l'avenir.

Pour terminer, ma délégation réaffirme l'appui de mon pays à l'action de l'ONU ainsi que son attachement aux buts et principes énoncés dans la Charte. Nous avons foi dans le rôle que joue l'Organisation pour la réalisation de nos objectifs communs. Nous espérons que les futurs rapports tiendront compte de nos préoccupations dans le contexte de l'activité de l'ONU.

**M. Akram** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général pour son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/76/1), ainsi que pour l'exposé qu'il a présenté ce matin, dans lequel il nous a informés qu'il avait tiré l'alarme dans cinq domaines.

L'ONU est une organisation indispensable. Le monde ne pourrait fonctionner sans les règles et les normes qu'elle a établies et sans les mécanismes de coopération et de coordination gérés par l'ONU et sa famille d'organisations et d'organismes. Ma délégation tient à remercier plus particulièrement le Secrétaire général du rôle essentiel et vital qu'il joue dans la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), en fournissant une aide aux pays par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale de la Santé et du Mécanisme



COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. Nous sommes également sensibles au rôle que jouent les bureaux de pays des Nations Unies et les coordonnateurs résidents dans la coordination des ripostes nationales à la pandémie.

Le Pakistan exprime par ailleurs sa profonde reconnaissance au Secrétaire général et au Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour avoir mobilisé une aide humanitaire et autre en faveur du peuple afghan. L'appel éclair de septembre et le récent appel visant à mobiliser 5 milliards de dollars pour venir en aide au peuple afghan sont des mesures opportunes et indispensables face à la grave crise humanitaire et économique que traverse le pays. La mobilisation de ces ressources, l'acheminement d'une aide humanitaire et l'apport d'une aide financière par l'ONU, ses organismes et les acteurs de la société civile pourraient sauver des centaines de milliers de vies.

De même, le rôle de l'ONU dans le domaine du maintien de la paix est une grande réussite. Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies contribuent à préserver la paix et à prévenir l'aggravation de conflits dans plusieurs régions du monde, en particulier en Afrique. Le Pakistan restera un partenaire fidèle de l'ONU en vue de garantir l'efficacité de toutes ses initiatives de maintien de la paix, notamment l'opération déployée au Jammu-et-Cachemire, le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.

Dans la déclaration qu'il a prononcée ce matin, le Secrétaire général a souligné à juste titre les multiples problèmes et crises auxquels la communauté mondiale est confrontée actuellement, notamment la montée des tensions entre les grandes puissances ; les différends endémiques et les occupations étrangères prolongées, comme au Cachemire et en Palestine ; de nouvelles zones de tensions et de conflits ; une nouvelle course aux armements ; l'érosion du consensus sur le désarmement ; et l'apparition de nouvelles alliances militaires. La paix et la sécurité doivent rester au cœur des fonctions et du rôle de l'ONU. Nous appuyons pleinement les efforts qu'elle déploie pour régler diverses crises et situations de conflit. La paix doit être promue en adhérant aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et en appliquant les résolutions du Conseil de sécurité. L'ONU et le Secrétaire général peuvent faire beaucoup plus pour éliminer et prévenir les menaces à la paix et à la sécurité, en particulier en utilisant pleinement l'autorité conférée par la Charte, notamment dans

son Article 99, et en mobilisant l'Assemblée générale si le Conseil de sécurité n'est pas en mesure d'agir sur une question.

La principale menace à la paix et à la sécurité internationales en Asie du Sud est le différend persistant concernant le Jammu-et-Cachemire et la tentative flagrante de l'Inde d'imposer au Jammu-et-Cachemire ce que son régime extrémiste appelle une solution finale. Le fait que l'Inde tente depuis le 5 août 2019 d'annexer le Jammu-et-Cachemire occupé et de transformer un État à majorité musulmane en un territoire à majorité hindoue constitue une grave violation de la Charte et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Ces résolutions promettent aux Cachemiriens leur droit à l'autodétermination sur la base d'un plébiscite supervisé par l'ONU. Le Conseil de sécurité a également déclaré que les mesures unilatérales telles que celles prises par l'Inde pour modifier le statut du Jammu-et-Cachemire sont nulles et non avenues.

Aujourd'hui, la population du Jammu-et-Cachemire, ainsi que les Pakistanais, commémorent le triste anniversaire du massacre de Gawkadal le 21 janvier 1990. Ce jour-là, les forces d'occupation indiennes ont sauvagement tué au moins 52 manifestants innocents et pacifiques à Srinagar, tombés en martyrs pour avoir demandé d'être libérés de l'oppression indienne. Depuis ce jour, l'occupation brutale de l'Inde a fait plus de 100 000 victimes cachemiriennes. Cette occupation cruelle se poursuit. Les dirigeants politiques cachemiriens sont emprisonnés. Des centaines de Cachemiriens innocents ont été tués lors de faux « accrochages » au cours de l'année écoulée. Des milliers de garçons cachemiriens ont été enlevés et beaucoup d'entre eux ont été torturés. Des châtiments collectifs sont imposés, comme ces villages et ces quartiers entiers qui sont incendiés. En début d'année, le Pakistan a publié un dossier qui recense plus de 3 300 crimes commis par les forces de sécurité indiennes. L'Inde n'a toujours pas répondu de ses crimes. Des lois indiennes draconiennes garantissent une impunité totale aux 900 000 soldats que l'Inde a déployés au Jammu-et-Cachemire occupé.

Le Pakistan condamne le harcèlement croissant, les arrestations illégales et la fabrication d'affaires pénales visant des journalistes et des activistes de la société civile, tels que Khuram Parvez, au Cachemire occupé. La récente attaque contre le Kashmir Press Club et son interdiction sont une autre manifestation du recours persistant de l'Inde à une force brutale et

à la coercition pour faire taire tous ceux qui critiquent ses actes criminels et génocidaires au Jammu-et-Cachemire occupé.

Pourtant, en dépit des nombreux efforts que déploie l'Inde pour dissimuler son comportement criminel, et malgré la réticence de pays qui dénoncent les violations des droits de l'homme partout sauf lorsqu'elles sont commises par l'Inde, les peuples du monde entier commencent à s'intéresser à la question. Le fait que le Tribunal Russell sur le Cachemire s'est réuni à Sarajevo le mois dernier est un exemple encourageant. Cette semaine, un cabinet d'avocats basé à Londres a présenté une demande en vue de l'arrestation de responsables indiens pour leur participation présumée aux crimes de guerre commis au Jammu-et-Cachemire occupé. Apparemment, ce cabinet a présenté un rapport fondé sur plus de 2 000 témoignages recueillis entre 2020 et 2021, qui confirment la culpabilité de l'armée et des dirigeants civils indiens dans les actes de torture, les enlèvements et les assassinats visant des activistes, des journalistes et des civils. Plusieurs rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme ont demandé à se rendre au Cachemire occupé pour enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme. La Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a également demandé la création d'une commission d'enquête.

Le différend relatif au Jammu-et-Cachemire doit être réglé d'urgence pour mettre un terme aux atrocités de l'Inde et prévenir une menace à la paix et à la sécurité régionales et mondiales. Le Secrétaire général a déclaré le 8 août 2019 que la position de l'Organisation sur la question du Jammu-et-Cachemire était basée sur la Charte des Nations Unies, les résolutions du Conseil de sécurité et les accords bilatéraux. Nous exhortons le Conseil et le Secrétaire général à user de leur autorité considérable pour promouvoir un règlement rapide et pacifique du différend relatif au Jammu-et-Cachemire et mettre fin au règne de la terreur de l'Inde sur les Cachemiriens.

Comme l'a fait observer le Secrétaire général, le monde est également témoin d'une montée inquiétante de la haine et de la violence raciales et religieuses. Une de ses plus graves manifestations est l'islamophobie croissante dans plusieurs parties du monde, dont le pire exemple est la campagne contre les musulmans inspirée par les autorités et menée par les adeptes de l'Hindutva en Inde. Au-delà des meurtres et des lynchages commis par des meutes de fanatiques hindous, des appels au

génocide pur et simple des musulmans en Inde se font maintenant entendre. J'appelle l'attention sur la récente déclaration de M. Gregory Stanton, chef de l'organisation Genocide Watch, qui a déclaré, « Nous alertons sur le fait qu'un génocide pourrait très bien se produire en Inde ». Nous appelons le Secrétaire général et l'ONU à prendre des mesures énergiques pour lutter contre l'islamophobie et prévenir tout risque de génocide contre les musulmans d'Inde.

Le Pakistan souscrit à l'analyse faite par le Secrétaire général concernant la triple menace que posent la COVID-19, le recul des progrès en matière de développement dans les pays en développement et la menace existentielle que représentent les changements climatiques. Hier, j'ai eu l'honneur de présenter la position et les propositions du Groupe des 77 et de la Chine concernant les mesures à prendre pour lutter contre cette triple crise qui touche les pays en développement. Nous jugeons encourageant l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'une action collective en vue de lutter contre les inégalités et de promouvoir d'urgence la vaccination universelle. Nous appuyons son appel important à restructurer l'architecture financière mondiale et à mobiliser les ressources financières et l'appui dont les pays en développement ont absolument besoin pour se relever de la pandémie, relancer leurs perspectives de croissance économique, réaliser les objectifs de développement durable et relever le défi des changements climatiques.

Ma délégation se réjouit à la perspective d'examiner le rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982), qui propose de nombreuses mesures à prendre qui feront l'objet d'un examen dans le cadre du processus enclenché par la résolution 76/6 du 15 novembre 2021, que le Président lancera le mois prochain avec l'organisation de discussions sur cinq groupes de questions. Nous comptons que le Secrétaire général nous présentera un exposé en amont de ces discussions. Un processus ouvert, inclusif et basé sur le consensus est le meilleur moyen de parvenir à un accord sur la réforme et le renforcement du multilatéralisme et de transformer l'ONU en une ONU 2.0

**M. Evseenko** (Biélorus) (*parle en russe*) : La République du Biélorus accueille avec satisfaction les priorités énoncées par le Secrétaire général pour l'ONU ce matin. Étant candidat à un siège au Conseil de sécurité pour la période 2024-2025, notre pays reste attaché aux buts et objectifs des Nations Unies.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue d'avoir une incidence sur les activités de l'Organisation. La République du Bélarus se félicite de l'action rapide menée par l'ONU dans les domaines des soins de santé, de l'aide humanitaire et des questions socioéconomiques grâce à une mobilisation systématique et cohérente des ressources pour apporter des solutions pratiques permettant d'assurer le relèvement après la pandémie, avec en ligne de mire la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La pandémie est également à l'origine d'une chute mondiale de la production qui a encore aggravé la menace de l'insécurité alimentaire. L'adoption par consensus d'une résolution sur la population, la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement donnera incontestablement un nouvel élan à nos efforts dans ce domaine. Pour lutter contre les inégalités sociales et atteindre dès que possible les objectifs de développement durable, nous devons continuer de nous employer en priorité à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels des personnes. L'appel à l'action de l'ONU est précisément conçu pour renforcer les efforts à cet égard. Nous saluons la création d'une plateforme des investisseurs pour les objectifs de développement durable, qui sera un outil important pour mobiliser les capitaux nécessaires, y compris auprès du secteur privé.

S'agissant des questions liées au climat et à la biodiversité, la publication en avril de l'année dernière du premier rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), est extrêmement importante, sachant que la pandémie continue de représenter un danger immédiat en réduisant au minimum les avancées décisives réalisées dans le domaine du boisement au niveau mondial. Un autre aspect positif de la pandémie est le travail accompli par le système des coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies pour fournir des services essentiels à plus de 240 millions de personnes, notamment l'apport de matériel d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi que d'autres services de protection sociale. Par ailleurs, le lancement du Plan de réponse humanitaire global COVID-19 a permis de mobiliser 3,7 milliards de dollars pour répondre aux besoins humanitaires dans plus de 60 pays.

Les missions politiques spéciales et les opérations de l'Organisation continuent d'aider la communauté internationale à atteindre ses objectifs en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales et de protection des civils dans les régions touchées par

l'instabilité militaire ou politique. Les missions de l'ONU dont les mandats comprennent des activités de renforcement de l'état de droit ont continué de s'employer à réformer les systèmes policiers et carcéraux dans divers pays. L'aide consultative fournie par l'ONU dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération nucléaire et de l'élimination des menaces potentielles liées à l'utilisation par les États des technologies de l'information et des communications devrait également permettre de faire reculer les menaces auxquelles est exposée l'humanité sur les fronts militaire et informatique.

Le Bélarus salue l'initiative prise par le Bureau de lutte contre le terrorisme de créer la Plateforme mondiale des Nations Unies pour la coordination contre le terrorisme. La poursuite des efforts visant à renforcer la coopération multilatérale contribuera à créer les conditions nécessaires afin d'améliorer la sécurité de l'échange d'informations fondé sur une confiance accrue et de lutter ainsi plus efficacement contre le terrorisme international.

**M. Ipo** (Côte d'Ivoire) : Ma délégation salue la tenue de cette séance consacrée à la présentation du rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/76/1). Je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer au Secrétaire général son plein soutien à ses initiatives multiformes en faveur de la paix, de la sécurité et du développement, ainsi qu'à la recherche de solutions durables aux nombreux défis auxquels notre monde se trouve confronté. Ma délégation prend bonne note de ce rapport ainsi que de ses recommandations.

Mon pays se félicite des diverses initiatives prises aussi bien par l'ONU que par d'autres partenaires pour juguler les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Il demeure cependant vivement préoccupé par les inégalités persistantes aggravées par cette crise sanitaire qui perdure. En effet, l'apparition de nouveaux variants encore plus contagieux et dangereux du virus de la COVID-19 nous interpelle sur la nécessité de parvenir à une équité vaccinale en vue de sauver des vies et de nous relever de cette pandémie. C'est pourquoi ma délégation se fait l'écho des incessants appels du Secrétaire général à faire du vaccin contre la COVID-19 un bien commun, accessible partout et à tous. Dans cette optique, une attention particulière devra être accordée au continent africain, qui peine à atteindre la couverture vaccinale recommandée par l'Organisation mondiale de la Santé.

La pandémie de COVID-19 impacte par ailleurs négativement les avancées enregistrées dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Elle

a rendu davantage complexes les défis interconnectés que l'ONU s'attelle à relever, notamment le terrorisme, la pauvreté, le financement du développement et les effets des changements climatiques. La dégradation et la restauration des terres est une question qui préoccupe également mon pays. À cet effet, nous fondons beaucoup d'espoir sur la tenue de la quinzième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, que la Côte d'Ivoire se réjouit d'accueillir en mai prochain. Face à ces urgences, qu'aucun État ne saurait résoudre seul, il nous revient d'adopter une approche globale dans le cadre d'un multilatéralisme inclusif et revigoré, dont l'ONU constitue la pierre angulaire. À cet égard, le rapport du Secrétaire général *Notre Programme commun* (A/75/982), qui recentre les préoccupations essentielles, apparaît comme une feuille de route permettant la mise en œuvre diligente des programmes d'action afin de redonner de l'espoir à l'humanité.

Pour conclure, ma délégation voudrait réitérer sa disponibilité à œuvrer avec toutes les parties prenantes pour atteindre nos objectifs communs.

**M. Amde** (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général de son exposé détaillé sur les priorités pour 2022. Nous nous félicitons de l'ampleur du rapport (A/76/1) et reconnaissons l'importance des huit domaines d'intervention qui y sont énoncés. L'Éthiopie se félicite également des messages constants et cohérents du Secrétaire général appelant à apporter des solutions réelles aux problèmes auxquels l'humanité est confrontée, notamment la pauvreté, les inégalités, la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) et les changements climatiques.

Nous nous félicitons vivement du fait qu'une partie du rapport est consacrée exclusivement à l'Afrique, ce qui montre que l'Afrique est confrontée à des changements. Le paysage politique et de sécurité de l'Afrique augure d'une période marquée par l'adversité. Le renversement de gouvernements par la force, la conduite d'exercices militaires conjoints, les actes d'agression et d'ingérence dans les pays souverains, les batailles renouvelées pour les ressources naturelles et la concurrence géopolitique sont en hausse. Nous espérons que l'accent mis par le Secrétaire général sur l'Afrique, dont nous nous félicitons, et les efforts qu'il déploie de bonne foi permettront de remettre en question le statu quo à l'égard de l'Afrique, qui se caractérise par le poids, les mesures et la mentalité de sauveur, qui privent les Africains de leur droit de gérer leurs affaires. Cela concerne également les travaux de

diverses organisations, en particulier l'ONU. Certes, nous sommes conscients que la responsabilité de la réforme de la Charte des Nations Unies incombe au premier chef aux États Membres, mais nous gardons l'espoir et ne doutons pas que grâce à son esprit d'initiative, le Secrétaire général parviendra à réformer l'Organisation, pour qu'elle soit adaptée à son époque et dotée d'un personnel qui possède les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité.

Au-delà de ses conséquences dévastatrices, la pandémie de COVID-19 a révélé des failles fondamentales dans notre système mondial, auxquelles sont venues s'ajouter des mesures coercitives unilatérales qui ont fortement entamé la capacité des pays de lutter contre la pandémie. L'ONU doit être vigilante et veiller à ce que le relèvement des pays riches n'occulte pas les besoins immenses des États en développement. À cet égard, nous saluons le message énergique que le Secrétaire général a transmis et la boussole morale qu'il nous a fournie lorsque des cas fort malheureux de discrimination contre les États africains ayant fait état de la présence de variants sur leur territoire ont été constatés.

Nous nous félicitons vivement de l'accent mis par le rapport sur les changements climatiques. La région de la Corne de l'Afrique, qui a du mal à venir à bout des conséquences d'une infestation dévastatrice de criquets pèlerins, est désormais confrontée à une grave sécheresse. La résilience étant essentielle, nous devons redoubler d'efforts pour aider les pays, en particulier en Afrique, à utiliser leurs ressources naturelles au profit de leurs populations.

Nous avons pris acte des observations formulées par le Secrétaire général sur mon pays, l'Éthiopie. La situation actuelle dans le pays est une affaire intérieure de l'État. Les Éthiopiens sont capables de tracer la voie de l'indépendance, de la paix et de la prospérité pour leur pays et sont prêts à le faire. À cet égard, nous saluons les approches qui respectent notre espace souverain et appuient l'intégrité et le rôle de notre organisation régionale, l'Union africaine. Nous sommes persuadés que c'est en continuant à faire preuve de ce leadership fondé sur les principes que nous atteindrons nos objectifs.

Enfin, en cette période critique, nous devons réfléchir à une question qui est propre à notre génération et qui concerne l'Organisation. L'ONU est-elle aussi forte que son maillon le plus faible ? Mais qui parmi nous est le maillon le plus faible ? Est-ce que ce sont les pays les plus puissants ? Est-ce que ce sont ceux qui ont revêtu le manteau moral du salut ? Est-ce que ce sont ceux qui sont impitoyablement évalués et jugés à l'aune du seul concept de désespoir ? Nous continuerons à poser cette question. Cependant, nous sommes convaincus que notre force



collective réside dans une véritable égalité, le respect et la dignité des nations, un attachement sincère à la sécurité collective et le caractère sacré du multilatéralisme.

**M. Vongnorkeo** (République démocratique populaire lao) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, ma délégation s'associe à la déclaration faite par le représentant du Cambodge au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

La République démocratique populaire lao s'associe aux autres orateurs et oratrices pour remercier le Secrétaire général de son exposé sur l'activité de l'Organisation et exprime son appui aux domaines d'action proposés pour l'année 2022. À cette occasion, ma délégation félicite le Secrétariat et tous les organismes des Nations Unies pour les résultats obtenus jusqu'à présent, malgré les défis actuels posés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous gardons espoir et attendons de nouvelles actions et de nouveaux résultats.

Comme l'a souligné le Secrétaire général, nous sommes confrontés à une multitude de défis alors que nous tentons d'atteindre tous les objectifs clefs de l'Organisation et d'obtenir des résultats. Compte tenu des vastes répercussions de la pandémie de COVID-19, qui continue de sévir, et des cinq signaux d'alarme mis en évidence par le Secrétaire général ce matin, il est clair que les déséquilibres dans le financement actuel de la relance et du développement dans le monde persistent. Il sera essentiel de prendre conscience que bon nombre de nos programmes convenus, y compris un grand nombre de cibles associées aux objectifs de développement durable, ont été torpillés et qu'il faudra leur accorder l'attention voulue et ne ménager aucun effort pour les remettre sur les rails.

Pour nous, comme pour beaucoup, la lutte contre les répercussions de la COVID-19 reste notre préoccupation la plus urgente et la plus immédiate. Certes, il est réconfortant de constater dans le rapport que des ressources qui se chiffrent en milliards sont prises pour financer la riposte à la COVID-19 et le relèvement après la pandémie, mais il est aussi décourageant de comparer ce chiffre aux milliers de milliards que les pays plus avancés investissent dans leurs programmes de riposte et de relèvement économique. Ce n'est qu'un modeste exemple du système financier mondial en faillite morale, auquel le Secrétaire général a fait allusion. Nous pouvons et devons faire davantage pour aider réellement les personnes les plus vulnérables en priorité.

En ce qui concerne la vaccination, la République démocratique populaire lao a pour objectif d'avoir vacciné au moins 70 % de sa population d'ici au premier trimestre de 2022. Ce seuil décisif ne peut être atteint que grâce à

un appui supplémentaire du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, ainsi que d'autres partenariats et soutiens bilatéraux. À cet égard, au nom de mon gouvernement et de mon peuple, je tiens à exprimer notre profonde gratitude à nos partenaires de développement et à tous les organismes des Nations Unies concernés pour l'appui et l'assistance inestimables qu'ils apportent à la République démocratique populaire lao. S'il y a lieu de se réjouir de notre sortie prochaine de la catégorie des pays les moins avancés, en 2026, beaucoup reste à faire pour garantir une sortie sans heurt et irréversible dans cinq ans. Par conséquent, la République démocratique populaire lao élabore actuellement une stratégie de reclassement durable et s'efforce constamment de maintenir la réduction de la pauvreté au premier rang des priorités nationales. À cette fin, nous accueillons favorablement tout type de coopération pour le développement qui soit conforme à notre plan national de développement socioéconomique, lequel intègre les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable depuis qu'ils ont été établis en 2015.

En plus de nos domaines de préoccupation existants, les changements climatiques et les catastrophes naturelles continuent de nous rappeler une autre crise à laquelle l'humanité doit faire face. Nous devons nous attaquer à ce problème à l'échelle mondiale, et nous devons le faire maintenant. Nous voyons déjà l'ampleur de la destruction que la crise climatique inflige à des décennies de progrès en matière de développement, ce qui nous rappelle une fois de plus qu'il ne peut y avoir de durabilité sans action climatique.

Pour terminer, la République démocratique populaire lao exprime une fois encore sa profonde gratitude à l'ONU et à tous ses partenaires de développement pour leur assistance et leur appui constants au fil des ans. Bien que faisant partie des pays les moins avancés sans littoral, la République démocratique populaire lao espère contribuer davantage aux travaux de l'Organisation, et a ainsi, pour la première fois de son histoire, présenté sa candidature au Conseil économique et social pour la période 2023-2025. Nous sommes prêts à faire davantage entendre notre voix et à représenter un groupe de pays en situation particulière au Conseil, et nous comptons sur l'appui de tous les États Membres.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question pour la séance de cet après-midi. Nous entendrons les orateurs et oratrices restants le lundi 24 janvier à 10 heures, dans cette salle.

*La séance est levée à 17 h 55.*